

Place Gabriel péri
94600 Choisy-le-Roi
www.choisyleroi.fr
☎01.48.92.44.44

Procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du Mercredi 2 avril 2025

Le deux avril deux mille vingt-cinq à dix-neuf heures quatorze, le Conseil Municipal de la commune de Choisy-le-Roi, légalement convoqué à domicile par écrit le jeudi 20 mars 2025, s'est réuni Salle du Conseil Municipal — Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Tonino PANETTA, Maire.

Étaient présents :

MM. PANETTA Tonino, M. ID ELOUALI Ali, Mme OSTERMEYER Sushma, M. COELHO Vasco, Mme LORES Monique, M. DRUART Frédéric, Mme FRANCISOT Amandine, M. CHALBI Yacin, M. MARQUES Henrique, Mme LANTERNIER Lucie, Mme FONTAINE Sabrina, M. SAYADI Walid, Mme GAULIER Danièle, M. THIAM Moustapha, Mme SASU Hancès, Mme COHEN Rachel, Mme FADLI Hafida, M. OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, M. BOURVEN Julien, M. SOMSOUK Billy, M. DESROCHES Damien, Mme Hamida BOUGUEROUA, Mme DESPRES Catherine, M. AOUMMIS Hassan, M. BALIAS Thierry, Mme FOURNIAUD Martine, Mme BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, M. HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Étaient représentés :

Mme HACHE Bénédicte	mandat à Mme FADLI Hafida
M. POUDY Franklin	mandat à Mme LORES Monique,
M. GARROUT Karim	mandat à THIAM Moustapha
Mme ALIROL Béatrice	mandat à M. COELHO Vasco
Mme DIMNET Jocelyne	mandat à Mme OSTERMEYER Sushma
M. CHIRRANE El Arbi	mandat à Mme Hamida BOUGUEROUA
M. BANCE Stéphane	mandat à M. DESROCHES Damien
Mme BEZACE Mathilde	mandat à M. ID ELOUALI Ali
M. BOLLE-DALLIAH Kristian	mandat à M. CHALBI Yacin
Mme FOURNIER Laura	mandat à Mme GAULIER Danièle
M. ESSONE MENGE Terence	mandat à M. BALIAS Thierry

Étaient absents :

Mme DOS REIS Sabrina

Secrétaire de séance : Damien DESROCHES

Sommaire

→ Désignation du secrétaire de séance	Erreur ! Signet non défini.
→ Appel.....	Erreur ! Signet non défini.
→ Approbation du procès-verbal du vendredi 7 mars 2025.....	Erreur ! Signet non défini.
RESSOURCES HUMAINES	4
→ Modification du tableau des effectifs du personnel communal	4
→ Maintien de la rémunération à plein traitement pour les agents communaux pendant la période pour maladie ordinaire (CMO) et précédant la période de demi-traitement	5
FINANCES	7
→ Rapport sur l'utilisation du Fonds de Solidarité des communes de la Région d'Ile de France (FSRIF)	7
→ Actualisation des Autorisations de Programme (AP) et de leurs Crédits de Paiement (CP).....	8
→ Création de 3 autorisations de programme.....	10
→ Vote des taux d'imposition – année 2025	11
→ Vote du budget primitif – Exercice 2025 – Budget principal	12
→ Vote du budget primitif - Exercice 2025 - Budget annexe des parkings	32
MARCHÉS PUBLICS.....	33
→ Approbation de la convention constitutive du groupement de commandes entre la commune de Choisy-le-Roi et le Centre Communal d'Action Sociale pour l'exploitation des installations thermiques des bâtiments communaux et du patrimoine du CCAS.....	33
DGST	34
→ Convention de gestion des espaces extérieurs du quartier des Navigateurs	34
→ Approbation du protocole transactionnel relatif au Marché N°23 387 conclu avec la société PARENAGE.....	36
→ Approbation du protocole transactionnel relatif au Marché N°22 201 conclu avec la société FREYSSINET	37
URBANISME	38
→ Redéfinition du périmètre des abords autour des monuments historiques de la commune de Choisy-le Roi	38
COMMERCE.....	39
→ Fixation des tarifs : Marché de Noël 2025	39
COMMUNICATION	43
→ Approbation d'un contrat de co-édition avec l'association Amis de la Fondation pour la Mémoire de Déportation (AFMD) 94	43
ADMINISTRATION GENERALE	44
→ Compte rendu des décisions L-2122-22 du Code général des collectivités territoriales	44

La séance est ouverte à 19 h 14 sous la présidence de M. Tonino Panetta, Maire de Choisy-le-Roi.

→ Désignation du secrétaire de séance

M. le Maire : Bonsoir chers Choisyens, chers élus. Vous avez été convoqués dans les formes légales en séance du Conseil municipal. Conformément à nos habitudes et à la loi, nous allons désigner un secrétaire de séance. Je vous propose Monsieur Damien DESROCHES, qui est d'accord.

(M. Damien DESROCHES est désigné à l'unanimité secrétaire de séance.)

M. le Maire : Je donne la parole à Monsieur BARANGER, notre directeur des services, pour procéder à l'appel nominal.

→ Appel

(M. Denis Baranger procède à l'appel.)

M. le Maire : Merci, Monsieur BARANGER. Avant d'entrer dans l'ordre du jour, malheureusement, encore des événements dramatiques qui ont touché notre planète, en particulier la Birmanie et la Thaïlande. Si vous le voulez bien, j'aimerais que l'on ait une pensée pour les habitants décédés et les habitants bien sûr, les familles, et je vous demande de bien vouloir observer une minute de silence.

(Une minute de silence est observée.)

→ Approbation du procès-verbal du vendredi 7 mars 2025

M. le Maire : Vous avez reçu le procès-verbal de la séance du 7 mars 2025 avec cette convocation. Y a-t-il des observations sur ce procès-verbal ? Je n'en vois pas, il est donc adopté.

(Le procès-verbal du 7 mars 2025 est adopté à l'unanimité.)

M. le Maire : Y a-t-il des observations sur l'ordre du jour ? Il n'y en a pas non plus.

Avant de parler des points qui nous concernent, je voudrais vous présenter et souhaiter la bienvenue à Madame Hamida BOUGUEROUA, nouvelle conseillère municipale, qui va se présenter à nous et peut-être dire quelques mots.

Mme BOUGUEROUA : Bonsoir à tous, je vous remercie tous pour votre accueil, j'ai eu beaucoup de mots de bienveillance, je suis contente d'être là.

M. le Maire : Bien, bienvenue.

Le gros morceau ce soir, ce sont les documents budgétaires. Conformément aux articles L 5217 du CGCT, ils vous ont été communiqués 12 jours au moins avant la réunion de ce soir.

Vous aurez aussi sur table une version d'un contrat concernant la coédition d'un ouvrage fait avec l'association Les Amis de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation de Choisy-le-Roi, qui concerne bien sûr les déportés de Choisy-le-Roi. Nous verrons cela en fin de séance.

Nous allons aborder le premier point de notre ordre du jour, je vais donner la parole à Monsieur COELHO pour la modification du tableau des effectifs du personnel.

RESSOURCES HUMAINES

→ Modification du tableau des effectifs du personnel communal

M. Coelho : Bonsoir Monsieur le Maire. Chers collègues, Choisyens, Choisyennes. C'est une délibération que nous avons l'habitude de présenter. Pour contribuer au bon fonctionnement des différents services de la Ville, il convient de procéder aux transformations indiquées dans la délibération pour une mise en adéquation des postes existants et des postes à pourvoir, en tenant compte des mouvements de personnel et recrutements réalisés et en ouvrant l'accès à des agents contractuels.

Au sein du service commerces et marchés forains, le poste de gestionnaire de l'occupation du domaine public est supprimé, et celui de chargé de mission commerces et animation est créé.

Au sein du pôle État civil, est créé un poste d'officier d'état civil délégué agent de recueil des titres sécurisés.

Chers collègues, nous devons délibérer à ce sujet.

M. le Maire : Des questions ? Non, je n'en vois pas. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité.

Vote de la délibération n 25 019

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, M. ID ELOUALI Ali, Mme OSTERMEYER Sushma, M. COELHO Vasco, Mme LORES Monique, M. DRUART Frédéric, Mme FRANCISOT Amandine, M. CHALBI Yacin, M. MARQUES Henrique, Mme HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie, Mme FONTAINE Sabrina, M. SAYADI Walid, Mme GAULIER Danièle, M. THIAM Moustapha, Mme SASU Hancès, M. GARROUT Karim, Mme ALIROL Béatrice, Mme COHEN Rachel, Mme DIMNET Rachel, M. POUDY Franklin, M. CHIRANNE El Arbi, M. Stéphane BANCE, Mme FADLI Hafida, CHASSAY Laurent, Mme BEZACE Mathilde, M. BOLLE-DALLIAH Kristian, M. BOURVEN Julien, M. SOMSOUK Billy, M. DESROCHES Damien, Mme FOURNIER Laura, Mme BOUGUEROUA Hamida, Mme DESPRES Catherine, M. AOUMMIS Hassan, M. BALIAS Thierry, Mme FOURNIAUD Martine, M. ESSONE MENGUE Terence, Mme BENKAHLA Malika, M. GUILLAUD-BATAILLE Fabien, M. HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n 25 019 est adoptée à l'unanimité.

→ **Maintien de la rémunération à plein traitement pour les agents communaux pendant la période pour maladie ordinaire (CMO) et précédent la période de demi-traitement**

M. le Maire : Point n°2, je donne toujours la parole à Monsieur COELHO. C'est un point un peu particulier : maintien de la rémunération à plein traitement des agents communaux pendant la période pour maladie ordinaire.

M. Coelho : Merci, Monsieur le Maire. La loi de finances pour 2025 prévoit que durant les 3 premiers mois du congé de maladie ordinaire, CMO, le fonctionnaire perçoit, après application de la journée de carence, 90 % du traitement, en lieu et place du plein traitement jusqu'ici en vigueur. Cette mesure est transposée dans le Code général de la fonction publique aux fonctionnaires, et par décret aux agents contractuels de droit public, pendant la période du CMO précédant le passage de demi-traitement. Pour les deux catégories d'agents, la réduction s'applique à compter du 1er mars 2025.

Pour rappel, la rémunération des agents communaux est composée principalement du traitement indiciaire et d'une indemnité de fonction. Le montant du traitement indiciaire est défini en fonction de la valeur du point d'indice fixé par décret, tandis que le régime indemnitaire est librement défini par l'employeur public.

À ce jour, la délibération 19 100 du 29 juin 2019 approuvant la mise en place du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise, et de l'engagement professionnels, le RIFSEEP, prévoit qu'en cas de congé de maladie ordinaire, le versement de l'IFSE suivra le sort du traitement.

Avec la modification de la loi de finances pour 2025, cela signifie qu'en plus de perdre 10 % de leur traitement indiciaire, les agents communaux perdraient 10 % de leur indemnité de fonction en cas de CMO. Cette mesure risque d'entraîner une précarisation des agents communaux, avec une diminution sensible de leur pouvoir d'achat, une dégradation de leurs conditions de travail, sachant que la majorité des agents communaux relève de la catégorie hiérarchique C. À ce jour il y en a 72 %, qui sont souvent les plus impactés par de telles réductions salariales.

Aussi, pour éviter une telle perte du pouvoir d'achat, et considérant le principe de la libre administration des collectivités territoriales par des élus prévue par la constitution du 4 octobre 1958, il est proposé au Conseil municipal de maintenir le plein traitement pendant la période de congé pour maladie ordinaire avant passage à demi-traitement pour les fonctionnaires et les contractuels de droit public.

Chers collègues, nous devons délibérer à ce sujet. Monsieur le Maire va probablement nous en dire un mot.

M. le Maire : On nous demande des choses assez stupéfiantes, puisque d'un côté il y a la loi, et d'un côté on nous demande de voter. Lorsque c'est la loi, on n'a pas besoin de voter. La loi doit être acceptée. Par contre, après discussion en commission technique, avec les syndicats, entre élus... vous l'avez compris, jusqu'à maintenant, les agents en cas de maladie ordinaire percevaient 100 % de leur traitement. La loi dit qu'à compter du 1er mars 2025, ils ne seront plus remboursés qu'à hauteur de 90 %, ils perdent donc 10 % du salaire. C'est une loi de finances, à mon avis ils ont fait exprès de la passer dans la loi de finances, donc elle s'impose à nous.

Malgré tout, comme nous l'avons souvent dit, nous prenons les intérêts des agents en jeu et lorsque nous pouvons faire des choses supplémentaires en leur sens, nous le faisons, et nous le prouvons encore face à cette délibération. Il nous a semblé injuste que de personnes malades perdent 10 % de leur salaire. Si nous ne voulons pas appliquer cette directive à

compter du mois de mars, il faut le voter en Conseil municipal, je vous demande donc de le voter dans l'intérêt des agents.

C'est un peu également sur les trois mois du maire, que nous devons normalement retoquer, que j'ai maintenu. C'est une mesure supplémentaire en faveur des agents, là aussi, nous serions normalement obligés de les supprimer, je ne l'ai pas fait, nous en sommes heureux, et tant que l'on n'est pas rappelé à l'ordre, ce sera ainsi.

Je vous demande de voter cette résolution, si vous le voulez bien, avec cependant un risque qui est que le préfet nous retoque. On verra à ce moment-là ce qu'il faut faire. Beaucoup de maires ont décidé de ne pas l'appliquer. En plus, ce qui est curieux, c'est que l'on nous demande de voter la non-acceptation d'une loi. Si l'on vote, vont-ils tenir compte de notre vote ? Nous aurons les résultats d'ici quelques mois ou plus tôt. Pour notre part, nous tendons la main aux agents. Par cette forte crise financière que nous traversons, peut-être qu'ils se disent, après tout ce qu'ils nous rabotent, que c'était un moyen indirect de redonner du budget aux communes. Mais nous, on n'a pas demandé cela, et ce n'est pas comme cela que l'on entend les choses, pas au détriment des agents.

Après, pour être tout à fait sincère, ce que j'ai dit aux syndicats, nous avons constaté dans les derniers mois une envolée des arrêts maladie. Nous allons donc en comprendre les causes, les analyser avec eux, et essayer ensemble de faire en sorte que ces arrêts, si c'est possible, diminuent. Il ne s'agit pas de ne pas se mettre en arrêt maladie si l'on est malade, mais de voir quelles en sont les conséquences, et travailler ensemble là-dessus, car cela pèse ces derniers mois. Nous allons essayer d'en comprendre les raisons et de faire en sorte que cela baisse. Si nous votions, si nous étions d'accord, il y a le risque que, peut-être, des agents malades ne se mettent pas en maladie, risquent de tomber encore plus malades ou de contaminer les agents.

Tout cela soupesé nous a emmenés à ce que nous vous présentons ce soir, c'est-à-dire de rester sur ce qui est appliqué jusqu'à maintenant : 100 % du traitement assuré pour les maladies ordinaires.

Y a-t-il des réactions ?

Monsieur Aoummis : Juste une question, Monsieur le Maire, concernant cette délibération : quelle est la position du syndicat majoritaire de la Ville à ce sujet ?

M. le Maire : La CGT est pour ne pas l'appliquer, elle nous a écrit. Les deux syndicats nous ont écrit, nous demandant de ne pas appliquer cette mesure. Je leur ai dit que je demandais à réfléchir, après réflexion, nous avons décidé de ne pas l'appliquer. Nous prenons nos responsabilités, la loi de finances s'applique de fait, mais nous avons donné droit aux doléances des syndicats et des agents.

D'autres interventions ? Je n'en vois pas. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci.

Vote de la délibération n 25 020

Ont voté pour : 42

MM. PANETTA Tonino, M. ID ELOUALI Ali, Mme OSTERMEYER Sushma, M. COELHO Vasco, Mme LORES Monique, M. DRUART Frédéric, Mme FRANCISOT Amandine, M. CHALBI Yacin, M. MARQUES Henrique, Mme HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie, Mme FONTAINE Sabrina, M. SAYADI Walid, Mme GAULIER Danièle, M. THIAM Moustapha, Mme SASU Hancès, M. GARROUT Karim, Mme ALIROL Béatrice,

Mme COHEN Rachel, Mme DIMNET Rachel, M. POUDY Franklin, M. CHIRANNE El Arbi, M. Stéphane BANCE, Mme FADLI Hafida, M. OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, Mme BEZACE Mathilde, M. BOLLE-DALLIAH Kristian, M. BOURVEN Julien, M. SOMSOUK Billy, M. DESROCHES Damien, Mme FOURNIER Laura, Mme BOUGUEROUA Hamida, Mme DESPRES Catherine, M. AOUMMIS Hassan, M. BALIAS Thierry, Mme FOURNIAUD Martine, M. ESSONE MENGUE Terence, Mme BENKAHLA Malika, M. GUILLAUD-BATAILLE Fabien, M. HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n 25 020 est adoptée à l'unanimité.

FINANCES

→ Rapport sur l'utilisation du Fonds de Solidarité des communes de la Région d'Île-de-France (FSRIF)

M. le Maire : Nous attaquons le volet finances. Je donne la parole à Madame FRANCISOT qui va nous rapporter l'utilisation du fonds de solidarité des communes de la Région d'Île-de-France, le fameux FSRIF.

Mme Francisot : Merci, Monsieur le Maire. Chers collègues, bonsoir. Comme chaque année, nous devons répartir sur le FSRIF et la DSU les travaux que l'on a faits dans la Ville. Les dépenses de travaux doivent être fléchées.

Pour cette année, pour la DSU, il est proposé des travaux qui ont été faits au théâtre Paul Éluard, pour la requalification du CTM, des travaux de voiries rue des Pâquerettes, Charles Jules Vailland, des travaux d'aménagement pour les aires de jeux d'enfants.

Pour flécher sur le FSRIF, comme chaque année, on propose le fonctionnement du CCAS, le soutien aux associations sportives et au fonctionnement des structures sportives, la participation au déficit du CMS, la participation au fonctionnement des activités scolaires et périscolaires, le fonctionnement des structures petite enfance, de la médiathèque, du conservatoire, et le soutien aux associations culturelles.

Voilà la répartition qui vous est proposée.

M. le Maire : Merci, Madame FRANCISOT. Des interventions sur cette répartition ? Je n'en vois pas. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci.

Vote de la délibération n 25 021

Ont voté pour : 42

MM. PANETTA Tonino, M. ID ELOUALI Ali, Mme OSTERMEYER Sushma, M. COELHO Vasco, Mme LORES Monique, M. DRUART Frédéric, Mme FRANCISOT Amandine, M. CHALBI Yacin, M. MARQUES Henrique, Mme HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie, Mme FONTAINE Sabrina, M. SAYADI Walid, Mme GAULIER Danièle, M. THIAM Moustapha, Mme SASU Hancès, M. GARROUT Karim, Mme ALIROL Béatrice, Mme COHEN Rachel, Mme DIMNET Rachel, M. POUDY Franklin, M. CHIRANNE El Arbi, M. Stéphane BANCE, Mme FADLI Hafida, M. OMRANE Alain, CHASSAY Laurent,

Mme BEZACE Mathilde, M. BOLLE-DALLIAH Kristian, M. BOURVEN Julien, M. SOMSOUK Billy, M. DESROCHES Damien, Mme FOURNIER Laura, Mme BOUGUEROUA Hamida, Mme DESPRES Catherine, M. AOUMMIS Hassan, M. BALIAS Thierry, Mme FOURNIAUD Martine, M. ESSONE MENGUE Terence, Mme BENKAHLA Malika, M. GUILLAUD-BATAILLE Fabien, M. HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n 25 021 est adoptée à l'unanimité.

→ Actualisation des Autorisations de Programme (AP) et de leurs Crédits de Paiement (CP).

M. le Maire : Madame FRANCISOT, vous gardez la parole pour l'actualisation des Autorisations de Programme (AP) et de leurs Crédits de Paiement (CP).

Mme Francisot : Aujourd'hui, nous avons un certain nombre d'autorisations de programme pour lesquelles il convient chaque année de prévoir les crédits de paiement nécessaires à la réalisation des travaux.

Quelques précisions : pour le groupe scolaire Langevin Mandela, en 2025, il reste encore à réaliser les travaux de finition des espaces intérieurs, principalement la remise en peinture, essentiellement sur Langevin. Il y aura aussi des travaux de rénovation et de mise en valeur de fresques murales existantes sur l'ensemble du groupe scolaire Langevin Mandela qui seront réalisés bien entendu après avis de la DRAC.

Nous avons également le programme des travaux de voirie. Cette année, au programme, il y aura des travaux rue du Docteur Roux, rue Corvol, rue Waldeck Rousseau, rue Noël. Par ailleurs, pour prévoir les travaux 2026, des études de faisabilité et de maîtrise d'œuvre seront réalisées pour la rue Anatole France, la rue Alsace-Lorraine, la rue Jules Vallès, et la rue Sébastopol.

Sur les programmes des aires de jeux d'enfants, pour cette année, on poursuit la requalification des jeux des squares Franchot et Cotton, l'extension de l'aire de jeux des Hautes Bornes, et la requalification de l'aire de jeux du square Chouteau. Par contre, en 2026, nous prévoyons très certainement une augmentation de l'AP pour pouvoir poursuivre le programme, notamment sur le parc de la ferme pédagogique des Gondoles.

Nous avons également le programme NPNRU. Cette année devrait être délivré sur ce programme le permis de construire de l'opération pour la construction du centre socioculturel. Ce permis de construire devrait arriver durant l'été, les travaux devraient débuter d'ici la fin d'année.

Sur la plantation d'arbres, cette année, on va finaliser les plantations nouvelles dans les établissements scolaires et périscolaires, et on devrait renouveler le patrimoine arboré du parc de la mairie, sous réserve de l'approbation par le ministère du plan de replantation. Bien entendu, on a toujours le remplacement des arbres morts dans les alignements de rues, les parcs et les squares.

Sur la rénovation énergétique de l'école élémentaire Victor Hugo, ce programme devrait se clôturer cette année, l'opération s'achèvera avec le remplacement des stores extérieurs pour un montant estimé à 55 000 euros.

Pour ce qui est de la requalification du CTM, en 2025, les anciens locaux Voirie Propreté Urbaine étant en partie libérés, leur transformation va pouvoir démarrer. Ainsi, les anciens bureaux seront transformés en nouveaux locaux sociaux destinés à l'ensemble des agents de terrain de deux secteurs. Autre évolution notable, la salle de convivialité de la zone Bâtiment deviendra accessible à l'ensemble des agents des équipes Voirie et Propreté Urbaine. Enfin, dès que les nouveaux vestiaires auront été mis en service, les travaux de transformation des anciens vestiaires en bureaux pourront à leur tour démarrer. Cette année, la dépense est estimée à 400 000 euros.

L'amélioration du confort d'été dans les écoles. Comme on avait voté ce programme de 2024 à 2026, cette année on prévoit de remplacer les stores des écoles élémentaires et maternelles du Parc, de l'élémentaire Macé, et de la maternelle Hugo. Par ailleurs, il y aura le déploiement de systèmes de rafraîchissement par aspersion d'eau dans les cours d'école, et des dispositifs de brassage d'air dans les salles de classe se poursuivront. En 2025, le montant des travaux est estimé à 450 000 euros.

Voilà pour l'actualisation des AP existantes.

M. le Maire : Merci, Madame FRANCISOT. Y a-t-il des interventions ?

M. Guillaud-Bataille : Très rapidement, je ne vais pas discuter l'ensemble des points, puisque je ferai une intervention sur le document budgétaire dans son ensemble. Juste pour expliquer que nous allons voter contre ce document, non pas parce que nous nous opposons aux travaux et aux décisions qui sont prises, mais parce qu'ils sont le fruit d'arbitrage que nous ne partageons pas, nous l'avons expliqué lors du Conseil municipal sur le rapport d'orientation budgétaire, j'y reviendrai tout à l'heure. Je voulais que les choses soient claires, donc une explication de vote. Un vote contre parce qu'il est, en fait, un moment d'arbitrage que nous ne partageons pas de votre budget.

M. le Maire : D'autres interventions ? Je n'en vois pas. Nous attendons. Ce qui serait intéressant aussi c'est que vous expliquiez, puisqu'apparemment l'arbitrage n'est pas bon et c'est respectable, ce que nous n'aurions pas dû faire et ce que vous proposez à la place. Cela, ce sera très intéressant.

Y a-t-il des votes contre ? Je vous laisse compter. 5 contre. Abstentions ? Je n'en vois pas. Donc le reste, c'est voté à la majorité. Merci.

Vote de la délibération n 25 022

Ont voté pour : 37

MM. PANETTA Tonino, M. ID ELOUALI Ali, Mme OSTERMEYER Sushma, M. COELHO Vasco, Mme LORES Monique, M. DRUART Frédéric, Mme FRANCISOT Amandine, M. CHALBI Yacine, M. MARQUES Henrique, Mme HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie, Mme FONTAINE Sabrina, M. SAYADI Walid, Mme GAULIER Danièle, M. THIAM Moustapha, Mme SASU Hancès, M. GARROUT Karim, Mme ALIROL Béatrice, Mme COHEN Rachel, Mme DIMNET Rachel, M. POUDY Franklin, M. CHIRANNE El Arbi, M. Stéphane BANCE, Mme FADLI Hafida, M. OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, Mme BEZACE Mathilde, M. BOLLE-DALLIAH Kristian, M. BOURVEN Julien, M. SOMSOUK Billy, M. DESROCHES Damien, Mme FOURNIER Laura, Mme BOUGUEROUA Hamida, Mme DESPRES Catherine, M. AOUMMIS Hassan, Mme BENKAHLA Malika,

Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 5 (M. BALIAS Thierry, Mme FOURNIAUD Martine, M. ESSONE MENGUE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, M. HUTIN Sébastien).

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n 25 022 est adoptée à la majorité.

→ Création de 3 autorisations de programme

M. le Maire : Nous restons dans les AP, il s'agit là de 3 autorisations de programmes Madame FRANCISOT.

Mme Francisot : Merci, Monsieur le Maire. Cette année, nous créons trois nouvelles autorisations de programme.

Une première pour le réaménagement du square Brossolette. Comme vous le savez, ce programme vise à requalifier ce square qui se trouve au cœur du quartier des Gondoles Nord, ce réaménagement vise à restaurer et remettre à neuf les différentes fonctions ludiques, sportives, ainsi que de préserver les zones d'espaces verts, améliorer la convivialité et le caractère d'îlot de fraîcheur. Les aménagements devront également viser à réduire les mésusages. Le montant global des travaux nécessaires est estimé à 600 000 € à répartir sur 2 exercices budgétaires.

Nous créerons ensuite une seconde AP pour le développement des îlots de fraîcheur, bien nécessaires aujourd'hui avec ces temps de chaleur. Le montant global des travaux nécessaires est estimé à 660 000 € à répartir sur 3 exercices. Ce programme vise à améliorer le confort d'été dans les espaces publics en créant des îlots de fraîcheur en dehors du plan arbres.

La troisième AP est pour la réhabilitation de la passerelle Anatole France. Ce programme consiste en la réhabilitation complète de la passerelle Anatole France, comprenant le traitement d'étanchéité au-dessus du bâtiment Le Royal et l'intégration paysagère en lien avec le projet de végétalisation de la dalle. Le montant global des travaux nécessaires est estimé à 600 000 € à répartir sur 2 exercices budgétaires.

M. le Maire : Merci Madame FRANCISOT. Des interventions ? Monsieur GUILLAUD-BATAILLE.

M. Guillaud-Bataille : En démonstration que ce n'est pas une question uniquement d'opposition figée, nous allons voter pour ces créations d'AP, puisque cela me semble effectivement de bonnes politiques.

M. le Maire : Merci à vous, Monsieur GUILLAUD-BATAILLE.

Des votes contre ? Je n'en vois pas. Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci à vous.

Vote de la délibération n 25 023

Ont voté pour : 42

MM. PANETTA Tonino, M. ID ELOUALI Ali, Mme OSTERMEYER Sushma, M. COELHO Vasco, Mme LORES Monique, M. DRUART Frédéric, Mme FRANCISOT Amandine, M. CHALBI Yacin, M. MARQUES Henrique, Mme HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie, Mme FONTAINE Sabrina, M. SAYADI Walid, Mme GAULIER Danièle, M. THIAM Moustapha, Mme SASU Hancès, M. GARROUT Karim, Mme ALIROL Béatrice, Mme COHEN Rachel, Mme DIMNET Rachel, M. POUDY Franklin, M. CHIRANNE El Arbi, M. Stéphane BANCE, Mme FADLI Hafida, M. OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, Mme BEZACE Mathilde, M. BOLLE-DALLIAH Kristian, M. BOURVEN Julien, M. SOMSOUK Billy, M. DESROCHES Damien, Mme FOURNIER Laura, Mme BOUGUEROUA Hamida, Mme DESPRES Catherine, M. AOUMMIS Hassan, M. BALIAS Thierry, Mme FOURNIAUD Martine, M. ESSONE MENGUE Terence, Mme BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, M. HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n 25 023 est adoptée à l'unanimité.

→ **Vote des taux d'imposition — année 2025**

M. le Maire : Nous restons toujours avec Madame FRANCISOT, parce que nous l'aimons beaucoup. Le vote des taux d'imposition.

Madame FRANCISOT : Monsieur le Maire, je pense que celui-ci va être plus que très rapide, les taux ne changent pas. On reste donc sur une taxe foncière sur les propriétés bâties à 39,84 %, une taxe foncière sur les propriétés non bâties à 124,75 %, et une taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale à 24,19 %. Ces taux sont inchangés.

M. le Maire : Des interventions sur ce point ? Je n'en vois pas. Nous avons décidé de tenir nos engagements, ce qui est normal lorsque l'on s'engage en politique, bien qu'à l'instar d'autres villes, des ressources supplémentaires auraient été les bienvenues. Mais là encore, cela ne peut pas se faire en pénalisant nos concitoyens, ce qui aurait été le cas parce qu'il y a déjà des charges très lourdes. Pour ma part, j'estime que les impôts, quels qu'ils soient, doivent être bloqués au niveau où ils sont déjà, c'est-à-dire très élevés.

Des votes contre ? Je n'en vois pas. Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci à vous.

Vote de la délibération n 25 024

Ont voté pour : 42

MM. PANETTA Tonino, M. ID ELOUALI Ali, Mme OSTERMEYER Sushma, M. COELHO Vasco, Mme LORES Monique, M. DRUART Frédéric, Mme FRANCISOT Amandine, M. CHALBI Yacin, M. MARQUES Henrique, Mme HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie, Mme FONTAINE Sabrina, M. SAYADI Walid, Mme GAULIER Danièle, M. THIAM Moustapha, Mme SASU Hancès, M. GARROUT Karim, Mme ALIROL Béatrice, Mme COHEN Rachel, Mme DIMNET Rachel, M. POUDY Franklin, M. CHIRANNE El Arbi, M. Stéphane BANCE, Mme FADLI Hafida, M. OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, Mme BEZACE Mathilde, M. BOLLE-DALLIAH Kristian, M. BOURVEN Julien, M. SOMSOUK Billy, M. DESROCHES Damien, Mme FOURNIER Laura, Mme BOUGUEROUA Hamida, Mme DESPRES Catherine, M. AOUMMIS Hassan, M. BALIAS Thierry, Mme FOURNIAUD

Martine, M. ESSONE MENGUE Terence, Mme BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, M. HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n 25 024 est adoptée à l'unanimité.

→ **Vote du budget primitif — Exercice 2025 — Budget principal**

M. le Maire : Toujours Madame Francisot. On attaque le très attendu budget primitif.

Mme Francisot : Merci, Monsieur le Maire. Chers collègues. Le mois dernier, nous débattons sur les orientations budgétaires 2025. Aujourd'hui, je vous présente le détail du budget 2025. Cette année, le budget global avoisine les 110 millions d'euros.

Je commencerai par la section de fonctionnement. Les dépenses réelles de fonctionnement évoluent légèrement de 1,11 %, pour atteindre 75,9 millions d'euros. Cette année, les charges à caractère général sont estimées en recul de 5,67 %. Cette diminution s'explique principalement par les pénalités et frais de gestion payés au SAF 94 pour l'acquisition des biens suite à la fin de portage, et à l'ajustement par le SIRESCO de cette contribution due de janvier 2022 à janvier 2023.

En 2025, les principales augmentations concernent les assurances que nous pointons du doigt depuis un certain temps, et les charges de copropriété qui augmentent en raison de la réintégration dans le budget Ville des charges de copropriété du parking. On a déshabillé Pierre pour habiller Paul, ou le contraire, comme vous voulez.

Dans le détail, à l'article des achats et variations des stocks, les fluides restent la dépense la plus importante, elle passe de 3,4 millions d'euros prévus au BP 2024 à 3,52 millions d'euros, malgré la baisse des tarifs de l'électricité. Le budget à cet article consacré aux fournitures et activités pour le service jeunesse et les centres sociaux évolue de 12 000 € au BP pour atteindre 363 000 euros. Le budget consacré aux fournitures et prestations pour l'entretien de l'espace public augmente de 70 000 € par rapport au prévisionnel 2024, passant de 244 000 à 323 000 euros. En revanche, les dépenses de fournitures et activités enfance, centres de loisirs et de vacances, et pour la petite enfance, ont légèrement diminué de 11 000 € en raison uniquement de la fermeture temporaire du centre de loisirs de Morillon pour travaux. La contribution à la restauration collective, notre plus grosse dépense sur l'article des services extérieurs, diminue notamment en raison de l'ajustement de la contribution SIRESCO, elle passe de 3,63 millions d'euros à 2,79 millions d'euros. D'ailleurs, à cet article, la majeure partie des dépenses est estimée à la baisse, y compris la participation au déficit du CMS.

Nous avons ajouté à cet article des autres services extérieurs, des frais de mission, d'analyse du RCTVA, taxes foncières et autres, qui devraient nous permettre de récupérer des recettes avoisinant les 400 000 € auprès de l'État. Sur cet article, les dépenses d'assurance augmentent de 203 000 euros, c'est ici que l'on retrouve l'augmentation des dépenses liées aux charges de copropriété. Sur l'article des autres services extérieurs, les dépenses de transport collectif sont en augmentation. À ce titre, j'ai été interpellée en Conseil d'école sur un manque de bus. Je l'ai dit et je le répète encore ici, il n'y a jamais eu autant de moyens consacrés à cette dépense, à notre arrivée il y avait 15 000 € d'inscrits sur cette ligne, aujourd'hui il y en a 10 fois plus.

Les dépenses d'affranchissement sont en diminution, grâce au travail de coordination réalisé par nos services, à la recherche constante d'économie, que je dois souligner. L'article des impôts, taxes, et versements assimilés, devrait légèrement augmenter, passant de 527 000 € à 539 000 euros. Vous pouvez retrouver le détail des dépenses page 49 à 53 de la maquette budgétaire.

Venons-en aux charges de personnel, la dépense la plus importante de notre budget. Elle augmente de 2,48 % par rapport au BP 2024, soit 44,58 millions sur les 75,9 millions de dépenses prévisionnelles de notre budget. Au-delà des variations classiques de ce chapitre, on retrouve les conséquences de la décision tardive, unilatérale, confiscatoire, et probablement mortifère pour les collectivités, cette décision du gouvernement d'augmenter le taux de cotisation à la CNRACL de 3 % et de la part patronale de la cotisation à l'URSSAF de 1 %. Cette année cette dépense représente 580 000 €. Dans 2 ans, on sera plus proche des 2 millions d'euros.

Le chapitre des atténuations de produits reste stable, puisque le prélèvement au titre du Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources est fixe depuis 2013, et nous ne sommes toujours pas contributeurs au FPIC en raison de notre rang de classement à la DSU, en 2024 nous étions 216^e.

Le chapitre des autres charges de gestion courante évolue de 6,47 %. Cette dépense s'explique principalement par l'évolution de la participation aux dépenses de fonctionnement des sapeurs-pompiers de 95 000 €, une augmentation du versement du Fonds de compensation des charges territoriales de 6,43 %, ainsi que l'augmentation de la participation de la Ville aux dépenses des écoles privées. La contribution à l'ÉPA ORSA devrait évoluer de près de 30 000 €, le montant de la subvention au CCAS devrait évoluer de 6,61 %, atteignant 2,5 millions d'euros. En revanche, la participation de la Ville au Grand Godet devrait diminuer de 20 000 € en raison de la diminution de la contribution départementale, et la contribution au fonctionnement et à l'exploitation des Vélib' s'élève à 35 000 euros.

La subvention au budget annexe des parkings est estimée à 184 000 € afin de faire face aux dépenses de janvier à avril. La subvention au théâtre reste inchangée, et les subventions aux associations sont maintenues au même niveau qu'en 2024. Vous pouvez en retrouver la liste pages 181 et 182 de la maquette budgétaire.

Sur les autres charges de gestion courante, on retrouve les indemnités de sortie du SIRESCO, fixées par arrêté préfectoral à 209 000 €.

Le chapitre des charges financières est projeté en évolution de 23,6 %, il sera ajusté en fonction des emprunts réalisés.

Le chapitre des charges exceptionnelles augmente de 58,49 %, il concerne les annulations de titres sur exercice antérieur. Les dépenses d'ordre s'élèvent à 4,3 millions d'euros et comprennent un virement à la section d'investissement de 1 150 717 euros.

Ce n'est pas sans effort que nous sommes arrivés à dégager cet autofinancement prévisionnel. Il est au plus bas depuis notre arrivée, mais pour autant c'est l'effort nécessaire pour maintenir des finances saines et poursuivre nos projets d'investissement pour la Ville. Il en était d'ailleurs de même en 2015 et 2016, où l'autofinancement avait même été projeté à moins de 35 000 €.

Passons maintenant aux recettes de fonctionnement. Elles sont en augmentation de 0,49 %. Pour ce qui concerne les recettes réelles, nous prévoyons une légère diminution de la prévision des atténuations de charges, qui sont des recettes aléatoires en fonction des arrêts

et accidents de travail. Nous prévoyons une augmentation de 3,67 % des produits du domaine, 63 % de ces recettes proviennent du périscolaire, nos prévisions à 3,03 millions d'euros sont supérieures à la prévision précédente, mais proches du réalisé 2024.

Les recettes d'occupation du domaine public sont estimées à 339 000 euros, celles du conservatoire et de l'école de danse sont revues à 295 000 euros au lieu de 304 000 euros, les remboursements de frais à 156 000 euros au lieu de 184 000 euros en 2024.

La prévision sur l'ensemble des recettes reste raisonnable et sensiblement égale aux recettes réalisées en 2024, en raison des habitudes devenues incertaines des usagers notamment. Ces recettes prennent en compte l'évolution annuelle des tarifs de 2 %.

Pour ce qui concerne le chapitre des impôts et taxes, nous prévoyons une diminution de 1,56 %, notamment en raison de l'évolution du Fonds de solidarité des communes de la Région Île-de-France qui nous fait perdre pas loin de 50 000 €, la fiscalité locale augmenterait, elle, très légèrement. Les recettes des impôts directs locaux devraient augmenter avec l'évolution de la valeur locative des logements qui, je le rappelle, est décidée par l'État et s'appuie sur l'inflation. Les taux restent inchangés, comme je l'ai dit tout à l'heure. La reprise de la construction se montre timide. L'an dernier, nous avons été optimistes avec des annonces de reprise. Cette année, du point de vue même de la DGFIP, les droits de mutation resteraient timides, de ce fait, nous nous sommes limités à rester proche du perçu en 2024, soit 1 million d'euros. Les autres taxes sont estimées à 945 000 euros, dont la taxe de séjour provisionnée en diminution, il est estimé que la recette 2024 avait été boostée par les Jeux olympiques.

Le chapitre des dotations, subventions et participations devrait être en augmentation de 2,09 %. La dotation forfaitaire devrait rester stable à quelque 3 000 euros près, en réalité ce sera un peu plus, on vient de recevoir la notification, ce sera arrangé au BS. La DSU devrait augmenter de 7,03 %, passant d'une prévision à 3,2 millions prévisionnelle à 3,47 millions d'euros. La dotation nationale de péréquation devrait également augmenter, passant de 595 000 euros à 683 000 euros. La recette de FCTVA en fonctionnement envisagée en 2025 est de 30 000 euros, soit 51,61 % de moins qu'en 2024. Les subventions de fonctionnement perçues devraient être sensiblement les mêmes que 2024 et sont estimées à 3,4 millions d'euros.

Le chapitre des autres produits de gestion courante devrait être en diminution de 4,51 %, les recettes étant estimées à 1,07 million d'euros.

Passons maintenant à la section d'investissement. Les dépenses d'investissement sont estimées à 30,56 millions d'euros en 2025. Au chapitre des dotations et fonds divers, nous devrions reverser 105 000 euros de trop-perçus de taxe d'aménagement.

Au chapitre du remboursement du capital de la dette, nous devrions rembourser environ 4,6 millions d'euros.

Le chapitre des immobilisations incorporelles devrait diminuer de 5,39 %, passant de 738 000 euros à 698 000 euros. Sont prévus notamment à ce chapitre des frais d'études de voirie pour la galerie Rouget de Lisle, le site Hollander et le site Renault.

Les subventions d'équipement versées devraient augmenter, la participation au budget d'investissement des sapeurs-pompiers devrait rester stable, le solde des travaux sur les parkings devrait intervenir cette année, ainsi la subvention envisagée est de 934 000 euros.

Enfin, nous solderons également la subvention d'investissement à Valophis pour les travaux réalisés pour la création de la Maison des Femmes.

Les immobilisations corporelles étaient projetées à 12 millions d'euros en 2024. En 2025, nous estimons le budget total à ce chapitre de 10,9 millions d'euros. Sont prévus, entre autres, pour l'éclairage public : la pose de luminaire LED, le remplacement de candélabres, la rénovation de certains feux tricolores. Sur les bâtiments publics : des travaux au marché du centre, notamment pour les sanitaires, l'aménagement des locaux de la ferme des Gondoles, ou encore des travaux d'aménagement de la Calypso. Sur les bâtiments destinés au jeune public : 950 000 € sont prévus pour sauver notre centre de loisirs de Morillon, des travaux de peinture sont prévus dans les écoles élémentaires du Parc, à Cachin et Hugo. 150 000 euros sont prévus pour l'aménagement de la nouvelle crèche Pelloutier et le passage en self de nouvelles écoles élémentaires. Sur les bâtiments culturels : 208 000 euros de travaux sont prévus sur la cathédrale, le conservatoire, ou encore la Maison pour Tous. 632 000 € de travaux sont estimés sur les équipements sportifs, on y retrouve notamment des travaux de chauffage au gymnase Rousseau, et des travaux de rénovation au stade Jean Bouin.

Cette année, les acquisitions foncières devraient avoisiner les 2,07 millions d'euros. Cela comprend l'acquisition du foncier de la médiathèque, qui jusqu'ici était en portage, et les acquisitions des parcelles nécessaires à la requalification du CTM.

Les travaux urbains notamment pour l'accessibilité, l'achat de mobilier urbain et matériel technique devraient représenter 335 000 euros.

1,4 million d'euros seront consacrés aux travaux dans les espaces verts et à l'écologie urbaine, on y retrouve la création d'un city stade au niveau du cimetière, la réfection des clôtures des parcs et squares, l'achat d'un broyeur à branches.

Le développement numérique devrait représenter 931 000 euros d'investissement avec la poursuite du déploiement de la vidéoprotection. Une liste d'axes de travaux est disponible en pages 17 et 18 de cette notice.

En dépenses d'investissement, on retrouve les opérations inscrites en AP-CP dont nous avons déjà parlé. 12,2 millions de crédits y sont donc projetés cette année.

En recette d'investissement, les recettes projetées pour les cessions d'immobilisation sont estimées à 2,15 millions d'euros. Les sessions comprennent le 107 avenue Anatole France, les biens rachetés au SAF. Nous avons toujours cette volonté de céder la maison Rouget de Lisle.

Au chapitre des dotations, fonds divers et réserves, nous devrions percevoir 1,2 million de FCTVA et 250 000 euros de taxe d'aménagement. Nous attendons 8,4 millions d'euros de subventions d'investissement de l'État, la Région, la CAF, du Département, de la Métropole Grand Paris ou encore du SIPPEREC.

Nous projetons un emprunt à 13,86 millions d'euros, sensiblement égal à celui projeté en 2024, pour lequel nous avons finalement réalisé 10 millions d'euros. Après 3 exercices sans avoir fait rentrer aucun emprunt, ces nouveaux emprunts ne sont pas aujourd'hui de nature à asphyxier le budget communal. D'ailleurs, la large part de dette à taux fixe bas, voire très bas, de la Ville garantit la robustesse de ce budget communal.

M. le Maire : Merci, Madame Francisot. Vous avez donc la parole, des interventions ? Monsieur Guillaud-Bataille.

Monsieur Guillaud-Bataille : Monsieur le Maire, chers collègues, Choisyennes et Choisyens. Quelques semaines après le rapport d'orientations budgétaires, nous nous retrouvons en ce 2 avril pour voter le budget de notre commune. Nous avons formulé de

nombreuses observations lors de ce débat, mais c'est malheureusement sans surprise que nous constatons qu'aucune de ces observations n'a été prise en compte.

Il nous semble important de rappeler ce soir des éléments pour nous déterminants qui nous amèneront à voter contre ce budget. Bien que tous les budgets soient contraints par les recettes notamment, et la cure d'austérité que le gouvernement, que vous critiquez ici, mais dont vous soutenez les majorités notamment sénatoriales, a décidé de faire subir aux collectivités cette année, il reste tout de même aux élus que vous êtes et que nous sommes la possibilité de faire des choix. Les vôtres sont mauvais cette année, dans la continuité de vos choix tout au long de ce mandat.

Nous avons bien pris note de votre vision héroïque de votre action, sorte de capitaine dans une tempête aux proportions bibliques, qui aurait malgré l'adversité engrangé de nombreux succès. Ce discours que vous ne cessez de répéter est malheureusement bien loin de la vérité. La vérité est simple, votre mandat aura été celui de l'immobilisme, de l'impuissance, de l'absence de vision tant politique qu'urbaine et donc budgétaire. Au final, aucun projet n'aura vu le jour au cours de votre mandat. Pas d'école, pas de gymnase ni de piscine, malgré vos annonces qui sont d'ailleurs à 0 euro en AP-CP cette année, pas de développement du commerce ou des entreprises malgré vos promesses électorales, pas de construction de logements ni sociaux ni privés, pas de nouvelle cuisine, là aussi à 0 dans les AP-CP, pas de sortie du SEDIF pour l'eau et les factures vont augmenter bientôt, pas plus d'arbres que prévu d'ailleurs par le programme de notre liste, alors que vous vous étiez livré à une surenchère sur ce sujet. Vous avez depuis découvert qu'il y avait des réseaux enterrés. En quelque sorte, notre ville aura eu le statut de belle endormie pendant cette mandature. Quel dommage, alors qu'autour de nous tout bouge, tout s'accélère, que les mutations territoriales, départementales, régionales, vont bon train. Votre nostalgie permanente pour le Choisy de votre enfance ou pour le temps passé à amener votre majorité à plus regarder derrière que devant et à rater les trains qui passaient pourtant.

Sur ce budget précis, vous vous glorifiez à nouveau de maintenir les subventions aux associations ou au théâtre entre autres à leur niveau de 2024, qui était déjà leur niveau de 2023. Chaque citoyen sait bien qu'après ces années de forte inflation, maintenir un budget c'est en fait faire reculer la capacité d'action concernée. Il leur suffit pour cela de faire les courses et de constater qu'avec la même somme, ils remplissent bien moins leur frigo qu'il y a un an ou même 2 ans. C'est pareil pour les associations et le théâtre. De la même manière, vous avez maintenu un niveau bas de recrutements avec 300 postes non pourvus depuis au moins 3 ans et cette année à nouveau. C'est vrai dans les écoles, dans les centres de loisirs, c'est vrai aussi dans l'administration. Tout cela concourt à une dégradation des services rendus à la population.

Sur les investissements, vous tirez gloire de ne pas avoir emprunté en 2021, 2022, 2023. Vous allez jusqu'à affirmer que c'est cette gestion qui vous permet aujourd'hui d'emprunter 10 millions en 2024, et de prévoir encore près de 14 millions cette année, alors que la dette de notre ville était de 26 millions au 1^{er} janvier 2023, vous prévoyez de la doubler ni plus ni moins. Lorsque nous vous reprochions de ne pas emprunter, vous nous disiez que c'était dans l'attente de grands projets, mais quels grands projets financez-vous depuis 2024 ? Aucun. La grande masse de ces emprunts, en dehors de vos obligations légales sur le NPNRU, est consacrée aux routes, à de l'aménagement, à ce qu'il est convenu d'appeler des dépenses courantes. Faut-il engager des travaux ? Oui. Mais pourquoi avoir attendu si longtemps ? Le résultat, vous empruntez en 2024 et 2025, alors que les taux d'intérêt ont explosé, alors qu'ils étaient plus favorables entre 2021 et 2023. Pour faire simple, vous achetez plus cher l'argent que vous auriez pu engager plus tôt, augmentant ainsi le poids et le coût de la dette de notre commune qui est au final acquittée par les Choisyens.

Et la police municipale, me direz-vous. Vous avez effectivement recruté la trentaine d'agents promis, et pour notre part, si nous faisons des remarques sur leur rémunération, nous n'y sommes pas opposés par principe. Mais nous différons sur les missions, sur l'attitude et l'action d'une police municipale. Cela n'a rien de nouveau, Monsieur le Maire, vous avez toujours refusé de l'entendre, sur l'attitude et l'action d'une police municipale. Au final, l'action de cette police se sera surtout fait sentir sur le nombre d'amendes que les habitantes et habitants ont dû acquitter. Les promesses de sécurité ne sont pas au rendez-vous. En même temps, ce n'est pas le rôle d'une police municipale, en réalité. C'est de le faire croire qui est un problème. D'ailleurs, le passage du préfet de police du Val-de-Marne avec le commissaire et les responsables de la lutte contre le trafic de stupéfiants sur la dalle de notre commune, en dehors de la présence de la municipalité, est venu nous rappeler où étaient les responsabilités sur ce point. Nous avons donc besoin de plus d'agents de police nationale et de revoir les missions de la municipale.

Souvent, ici, vous nous avez reproché de faire de la politique, et déclaré que pour votre part vous n'étiez pas dans la politique, dans l'idéologie. Seuls ceux qui se plient sans broncher aux exigences de l'idéologie dominante tiennent ce genre de discours. Pour preuve, votre tendance à privatiser, à recourir au privé, toujours. C'était votre projet pour les crèches, c'est votre choix pour la cantine, que vous souhaitez d'ailleurs prolonger en donnant l'exploitation de la future cuisine centrale au privé comme vous l'avez affirmé ici, votre choix pour les parkings, pour les autorisations de ventes de logements sociaux. C'est un choix que vous n'êtes pas le seul à faire, mais c'est un choix qui relève d'une famille politique qui est la vôtre, la droite. Comprenez-moi bien, il n'y a rien d'infamant pour moi à être de droite, c'est un choix politique respectable, pour peu qu'il ne s'accompagne pas de racisme, de xénophobie, de chasse aux pauvres et de mise à l'écart des plus faibles. Cette partie-là de l'idéologie, Monsieur le Maire, vous ne l'avez pas, convenons-en. Vous faites un choix de droite classique, ce n'est pas un anathème, c'est un constat, je dis cela, car nous entrons dans un moment de débat qui devra être digne et de qualité pour nos concitoyennes et nos concitoyens.

J'en viens à mon dernier point, puisque c'est au final le dernier budget de cette mandature. Vous dire mon inquiétude à vous lire dans le journal municipal, à voir les effets d'annonce en préparation, la programmation de la communication de la Ville, tout se met en place pour votre entrée en campagne sur le dos d'une action inexistante, je viens de le dire, que vous vous apprêtez à mettre en scène pour dire à nos concitoyens : redonnez-moi un mandat pour ce que je n'ai pas su, pu, ou voulu faire, lors de ce mandat. Nos concitoyens doivent le comprendre. Tout ce qui ne se trouvera pas dans le compte final de 2024 que nous étudierons avant l'été, tout ce qui n'est pas dans le budget cette année, et même tout ce qui est en investissement et qui n'a pas commencé, est d'ores et déjà de l'effet d'annonce et relève déjà plus ou moins de la promesse de campagne. Cela fait partie de la politique, bien sûr, mais ce n'est pas vraiment le côté que je préfère, ni moi ni mes collègues du groupe.

La vérité est que zéro euro sont budgétés sur cette année pour le gymnase et la piscine, pour la cuisine centrale dont vous avez tant parlé, que la Maison de santé des Gondoles qui ouvrira bientôt, en 2025 j'espère, devait ouvrir initialement en 2019, que vous avez par ailleurs, dans d'autres fonctions, attaquer frontalement la vie sociale solidaire et financière des Choisyennes et des Choisyens, sur les transports avec le passe imaginaire et la carte Améthyste au Département, sur les associations de solidarité en sabrant les Restos du Cœur, le Secours Populaire catholique, et même la Croix Rouge, en n'obtenant aucune garantie sur le quatrième collège dont vous vous apprêtez à faire acter l'emplacement en urgence et en catimini lors de la prochaine commission permanente du Département, sur l'emplacement du centre de loisirs des Gondoles, sans concertation ni information du quartier.

Pour toutes ces raisons et bien d'autres encore, nous voterons contre ce budget. Vous êtes en campagne, vous adoptez un budget de communication, nous sommes en campagne aussi, car nous voulons que les Choisyennes et les Choisyens s'emparent du débat et reprennent en main leur ville.

M. le Maire : Merci de vos félicitations, Monsieur Guillaud-Bataille. Y a-t-il d'autres interventions ? Monsieur Hassan AOUMMIS.

M. Aoummis : Merci, Monsieur le Maire. J'ai eu l'occasion lors de dernier Conseil municipal, le 7 mars, me semble-t-il, de parler un peu plus dans le cadre du ROB du budget, sa problématique, et la problématique également des emprunts affolants. Je vais prendre un peu de hauteur et essayer de respecter le temps octroyé.

Si le budget municipal constitue un exercice administratif et comptable, dans sa construction et sa mise en forme, il est aussi et surtout un acte politique par lequel une majorité municipale imprime sa vision et dévoile son dynamisme. Or, depuis le début de votre mandature, Monsieur le Maire, à l'occasion de chaque vote de budget, on est confronté à deux réalités. La première, et je ne peux que les féliciter pour ces tâches, vos services administratifs et financiers font leur travail et réussissent la prouesse d'un budget en équilibre, dans la mesure où ils ne peuvent pas faire autrement, le budget d'une ville contrairement à celui de l'État ne peut être qu'en équilibre.

La deuxième réalité d'ordre politique, c'est que votre budget est en dessous des enjeux de développement de notre ville. Je m'explique. Dans le rapport qui nous est soumis, on voit très bien que tout est conforme à la nomenclature d'un budget : il y a le fonctionnement, l'investissement, devant chaque charge il y a des chapitres, des sous-chapitres, il y a des dépenses, des recettes, des subventions, des dotations. Il y a tous les éléments administratifs et techniques nécessaires à l'élaboration d'un budget qui ne serait pas retoqué par la préfecture. Mais toujours est-il, votre budget est vide de toute perspective de réel redressement de notre Ville, les grands projets d'envergure ayant disparu du plan pluriannuel d'investissement, votre budget devient lisse et qu'on croit destiné à des agents de services municipaux. Or, justement, nous ne sommes pas des responsables des services municipaux, nous sommes des élus, dont l'un des objectifs principaux est d'être ambitieux pour notre ville, pour l'inscrire dans une courbe ascendante de développement qui la mettrait à la place qui lui revient, c'est-à-dire haut.

Choisy-le-Roi ce n'est pas rien, Choisy-le-Roi ce n'est pas une ville quelconque. 47 000 habitants, quand même, « la rotule du Val-de-Marne » comme un ancien préfet se plaisait à la qualifier, une ville jeune, un tiers de sa population a entre 0 et 25 ans, une ville située dans un emplacement on ne peut plus stratégique, avec un potentiel de développement énorme. Choisy-le-Roi fait partie du Grand Paris, rien que ce fait la qualifie à être mieux lotie. Et quand on possède un brin de curiosité et que l'on s'intéresse à nos villes voisines, qu'elles soient de gauche ou de droite, on se rend vite compte qu'elles sont emportées par une dynamique de développement que l'on ne peut que jalouser. Des projets structurants, fruits de vision stratégique, conjuguée à de l'audace politique, seules notre ville et celle de Villeneuve-Saint-Georges restent à la traîne, à se poser la question : pourquoi ?

Pendant les 5 années pleines de votre mandature, nous avons droit à beaucoup de vœux qui, force est de constater, sont restés pieux, beaucoup de déclarations qui sont restées sans lendemain. Un petit rappel de ces projets sans lendemain qui ont fait l'objet ici même de beaucoup d'emphase verbale : qu'est devenu le projet d'un gymnase couplé à une nouvelle piscine avec un coût estimé à 28 millions d'euros ? Qu'est devenu le projet d'une nouvelle école à Lugo à 14 millions d'euros ? Qu'est devenue la nouvelle cuisine centrale renvoyée aux calendes grecques, ou bien le projet culturel d'usine Hollander, ou encore le projet du Lugo, ou bien le projet avorté du quartier du Port, le projet du nouveau centre

social ? Dans un autre ordre, qu'est devenu le projet du quatrième collège qui, manifestement, n'est pas prêt à voir le jour.

Quand on sait que pour sauver de la destruction la Calypso, vous avez sacrifié un établissement scolaire ayant vocation à accueillir des centaines d'élèves pour lequel le Département de gauche a mobilisé presque 28 millions d'euros, aujourd'hui, force est de constater que vous n'avez pas de projet digne de ce nom pour la Calypso, un espace trop coûteux, vieillissant, énergivore, la Calypso est maintenue fermée, servant occasionnellement à des opérations de communication, alors même que vous vous êtes engagé lors de votre programme électoral de 2020 à la rénover. Quel gâchis de n'avoir pas construit ce quatrième collège qui devait ouvrir en 2024. Pour construire un collège aujourd'hui, non seulement le lieu manque, mais le coût sera sans commune mesure avec le chiffrage d'avant l'inflation des matériaux de construction et des difficultés du Département.

Cela démontre on ne peut plus clairement que vous vous êtes empressé à faire des plans sur la comète, sans prendre en considération les réalités budgétaires que connaissent les villes, sans vous assurer les garanties nécessaires à la réalisation des projets que vous annoncez, et quand bien même il y a des garanties, les mauvaises décisions politiques ruinent la suite. L'exemple du quatrième au collège est très parlant. La liste de ces projets que j'ai égrainés, qui auraient pu être dans le rapport de votre budget 2025, témoigne que vous parlez plus que vous n'agissez. Votre majorité est restée l'arme au pied quant à tout ce qui relève de faire plus et mieux pour Choisy.

Pour faire plus et mieux, il faut aller au-delà des effets d'annonce. Monsieur le Maire, ici même, vous avez annoncé beaucoup de choses, et 5 ans après votre élection, votre budget 2025 vous contredit. Je ne parle même pas de vos promesses électorales de 2020 qui, à la lumière de vos embarras d'aujourd'hui, peuvent paraître étonnantes, du style végétalisation de la dalle, sa transformation en jardin suspendu, la couverture des voies ferrées pour une ouverture sur la Seine, la construction d'une maison de santé aux Gondoles surtout quand on connaît l'histoire et les déboires de cette maison de santé avec l'une de vos adjointes, la création d'un village entreprise dans le Lugo orienté vers les nouvelles technologies, le lancement d'une école de formation diplômante, l'implantation d'une maison des Compagnons du Devoir, l'arrêt de l'implantation d'un certain type de commerces, la reconstruction d'un vrai centre-ville, et je m'arrête là parce que, franchement, tout cela n'a pas de sens. C'est vrai que les promesses n'engagent que ceux qui y croient, mais quand même.

Si je fais ce détour en remontant à 2020, c'est pour indiquer que vous avez abordé la gestion de la Ville avec beaucoup d'incrédulité.

Pour que les projets deviennent une réalité, il faut certes être réaliste, mais il faut aussi les porter avec l'appui d'autres partenaires. Quels sont les institutions et établissements sur lesquels notre ville peut compter aujourd'hui pour son développement ? Je n'en vois pas beaucoup. Le Département, vous y êtes en tant que vice-président et pourtant pas de quatrième collège pour l'instant. La Région est gérée par la droite et malgré cela, zéro pointé quant aux grands projets structurants, y compris la possibilité d'un lycée d'enseignement général à Choisy. Même au niveau du territoire, une ville comme la nôtre y est sous-représentée dans les instances décisionnelles. 47 000 habitants et pas un poste de vice-président, contrairement à Thiais, 30 000 habitants, Orly 24 000 habitants, Villeneuve-le-Roi 21 000 habitants, Chevilly-Larue, 20 000 habitants, Ablon avec seulement 6000 habitants, ont un vice-président. Cela en dit long sur la capacité de la majorité à s'imposer dans les instances qui comptent, contrairement à ces autres villes qui ont su se positionner, notre ville qui manque de tout et qui a besoin d'un véritable redressement si elle ne veut pas être emportée par le tumulte de l'immobilisme. Vous pouvez parler de tous les projets que vous voudrez, cela relève de l'incantation.

Monsieur le Maire, j'ai lu avec grande attention votre budget 2025. Je le trouve administrativement poli et politiquement inintéressant. Pour les enjeux d'avenir, qu'ils soient économiques, environnementaux, départementaux, territoriaux, métropolitains, Choisy-le-Roi n'y trouve pas son compte. C'est pour cette raison qu'avec mon amie, Catherine DESPRES, nous voterons contre. Merci.

M. le Maire : Merci pour toute cette démonstration, Monsieur Hassan AOUMMIS. Y en a-t-il d'autres, parce que nous sommes passionnés par ce que vous nous racontez. Je n'en vois pas.

Est-ce qu'il faut que je revienne sur chaque mensonge qui a été édicté ce soir ? Parce que votre marque de fabrique à vous, c'est cela, c'est le mensonge, la manipulation, sans arrêt. Mais, heureusement, à Choisy-le-Roi, puisque vous nous faisiez tout un descriptif de ce qui figure dans un budget, moi je vais vous faire le descriptif de ce qui compte dans une ville ou de ce qui y figure, heureusement, ce sont les habitants, et même des gens qui ne sont pas habitants. J'ai reçu tout à l'heure le président de la Chambre de commerce de Marseille, il est descendu à la gare de Choisy, première chose qu'il m'a dite : Monsieur le Maire, chapeau, qu'est-ce que votre ville est propre. Et c'est la vérité. Chaque jour, je m'émerveille devant les prouesses de notre service propreté, malgré les incivilités que nous devons encore combattre. Est-ce que nous disions cela avant 2020 ?

Vous venez de faire un aveu, vous dites : notre ville manque de tout. Nous aurions vidé la ville de ces possibilités en à peine un mandat coupé de 3 ans ? Qui a administré la ville pendant 63 ans ? Pendant combien de temps vous étiez élu, Monsieur Hassan AOUMMIS ? Cela vous avait échappé, que la ville manquait de tout ?

Quand je parle de vos mensonges, le collège qui ne verra jamais le jour, les 28 millions d'euros budgétés dans le budget du Val-de-Marne, mais c'est une plaisanterie. Les 28 millions d'euros dont vous parlez ont été dépensés à Champigny pour créer un collège qui ne servait à rien, de l'aveu de toutes et de tous. Vos amis avec qui vous étiez alors, avec qui vous êtes sûrement toujours, avaient fait ce choix pour sauver la mise au maire, qui a perdu quand même, qui disait la même chose que vous dites ce soir. Le collège à Choisy-le-Roi aura lieu. Pas plus tard qu'une semaine, nous étions sur le terrain où il doit être édifié. C'est aller un peu vite en besogne de nous parler de l'école quartier Nord qui était votre projet, que vous n'avez pas fait, et de ne pas tenir compte de l'inspection académique, des services démographiques, des directeurs des écoles et des collèges eux-mêmes, qui nous disent tous que la situation a changé et que, malheureusement, dans notre pays, la démographie est plus qu'en baisse. Malgré cela, nous avons pris acte il y a une semaine, vous aurez un petit reportage dans le journal de la Ville, avec notre président, de construire ce quatrième collège. Il sera construit, il sera adapté aux besoins actuels. Savez-vous qu'actuellement nous avons 170 places en réserve sur les collèges de Choisy-le-Roi, alors qu'il y a, ne serait-ce que 3 ou 4 ans, il nous en manquait et que Jules Vallès explosait. Ce n'est plus le cas. Sur tout le Val-de-Marne, c'est 800 places qui sont en réserve, et tous nous déconseillent de construire pour l'instant un collège. Mais il sera construit, parce que c'est une promesse et parce qu'aujourd'hui il y a de nouvelles technologies de construction écologique en plus qui permettent d'évoluer avec les besoins. Sera bientôt présentée à la population l'esquisse de ce quatrième collège qui sera modulaire et extensible. Nous allons commencer à 300 places, ce qui est largement suffisant, extensible jusqu'à 500 ou 600 places. Mieux, il pourra même être démonté, puisque nous sommes là même où vous vouliez le faire à la Calypso, en zone inondable. Donc non seulement il va respecter les normes en zone inondable, mais il pourra être démonté et reconstruit ailleurs.

Je ne sais pas pourquoi vous affirmez des choses, comme Monsieur Guillaud-Bataille qui met cela sur un plan politique, que je soutiens le gouvernement actuel. Il est très fort pour savoir pour qui je vote, qui je soutiens, je ne me suis jamais exprimé là-dessus parce que

non, je ne fais pas de politique, je travaille. Vous pouvez sourire, Monsieur Guillaud-Bataille, ce n'est pas votre cas. Mais je peux faire un aveu.

C'est toujours pareil, je vous ai écouté pendant une heure sans dire un mot, dès qu'on dit quelque chose qui déplaît il faut que Monsieur Guillaud-Bataille... oui, cela vous touche Monsieur Guillaud-Bataille. Bon, soit on vote, je n'ai pas besoin de m'exprimer après tout. Vous êtes dans votre rôle d'être contre tout, comme le gouvernement que vous souhaiteriez. Je peux avouer une chose, entre le gouvernement que vous soutenez et que vous vouliez imposer à la France, et Madame Lucie Castets, oui, je préfère ceux qui sont actuellement aux manettes, je n'ai pas peur de le dire. Voyez-vous, j'ai connu les années 80, c'est du papier collé, malheureusement il y a des jeunes qui n'ont pas connu cette époque, nous l'avons échappé belle. Ce n'est pas le sujet, ce n'est pas nous qui sommes au gouvernement et qui soutenons, sinon on peut faire des sessions extraordinaires pour parler du gouvernement, de vos promesses à vous, de celles que soi-disant je soutiens. La réalité, c'est qu'il n'y a plus d'argent dans ce pays de toute façon.

Tout à l'heure, vous disiez que vous ne partagiez pas les choix que nous avons faits pour les politiques, mais vous n'indiquez pas les vôtres. Je relève avec satisfaction que vous n'êtes plus contre la police municipale, vous avez même écrit qu'ils n'avaient pas les moyens. Ah bon. Je voudrais vous dire aussi que vous aviez dit ici même, vous et vos collègues, qu'ils étaient trop payés. Je voudrais vous dire, c'est certainement parce que les élections arrivent, qu'un voisin à côté, socialiste, a attiré trois policiers municipaux chez lui en augmentant les salaires de 450 €. J'ai refusé de suivre, et je leur ai dit tout bonnement : le plafond est atteint, je ne suivrai pas cette surenchère.

Vous nous dites que l'on ne fait rien, pas de logement, pas de ceci. Je vous donne les dernières références, vous pouvez vérifier, lorsque nous sommes arrivés, nous étions autour de 37 % de logement sociaux, nous sommes aujourd'hui à près de 40 %.

Vous nous dites que la visite du préfet, nous n'avons rien dit, rien fait à la sécurité. Je vous renvoie aux derniers chiffres du ministère de l'Intérieur. Ils ont pris deux éléments pour comparer entre 2022 et 2023, le vol de voiture et les cambriolages et Choisy-le-Roi fait partie des villes qui ont baissé. Les quatre premières villes qui ont augmenté sur les vols de voitures et le cambriolage, ce sont les villes de vos amis et qui soutiennent les propositions du gouvernement. Vous voyez à ce petit jeu on peut...

Mais nous n'aurions rien fait ? Nous avons fait plus, et je pèse mes mots, nous avons fait plus en deux ans, parce que pendant trois ans, et pendant un an et demi, nous avons dû reconstruire l'administration de cette ville qui avait été détruite. Vous vous rappelez la dette ? Qui a créé la dette ? Lorsque nous sommes arrivés, il n'y avait plus de pilote dans l'avion, plus rien, comment pouvions-nous travailler ? Nous avons dû reconstruire tout cela.

Vous avez vu, nous qui ne faisons rien, le budget que nous avons sur les routes ? Qu'est-ce qui a été fait en 30 ans ? L'héritage, le pont Rondu à refaire, la passerelle des Navigateurs, la passerelle Anatole France, la passerelle Picasso, qui les a refaits ? C'est ne rien faire ? Les centres aménagés, les écoles, les cours Oasis, une des premières villes à l'avoir fait. Notre centre d'imagerie, ce n'est rien ? Toutes les villes étaient dessus, deux ans de combat pour ouvrir ce centre d'imagerie. Deux ans. Qu'est-ce qu'il y avait avant ? Des coques vides pendant 10 ans. L'ancienne majorité pendant 10 ans n'a pas su en faire quoi que ce soit. Nous, en 2 ans, on a monté l'un des plus beaux centres d'imagerie d'Île-de-France. Au nez et à la barbe d'Orly que vous avez citée, de Thiais vous avez citée, de Villeneuve-le-Roi qui était sur les rangs parce que c'était un appel à projets ARS, Monsieur Guillaud-Bataille, et nous l'avons. Si, vous l'avez dit. Ou c'est Monsieur Aoummis. Excusez-moi. Mais bon, vous êtes dans votre jeu de dire cela, heureusement que nous avons fait beaucoup de choses pour le bien de notre ville.

Sur les projets dont vous nous parlez, qui renonce à une nouvelle piscine ? La piscine, je vous le rappelle, aurait dû être construite, refaite, vous pouvez interroger des gens qui étaient là à l'époque, l'histoire de notre piscine, elle aurait dû être faite en 2005. On a retrouvé des responsables techniques qui nous ont expliqué comment cela s'est passé : en 2005, il avait été dépensé 5 millions d'euros sur une piscine qui avait déjà plus de 40 ans, c'est énorme comme gestion, en disant que c'était pour 5 ans. Arrive 2010, et l'on poursuit. On ne fait rien. C'est quand même extraordinaire.

Vous nous dites, sur les logements, ils ont augmenté, il y en a eu beaucoup. Je vais vous parler des projets, il y en a eu beaucoup. Je vais vous parler des projets de la Grande Ardoine, à Vitry, à côté, qu'est-ce qu'il se passe ? Pourquoi il n'y a pas de construction ? Ivry, Vitry, Arcueil, pourquoi il n'y a pas de construction ? Chevilly-Larue, pourquoi il n'y a pas de construction ? On peut, je vous l'accorde, ajouter Boulogne Billancourt, de droite, etc.

Tous les projets de toutes les villes ont été bloqués. Il y a eu une petite chose, malheureusement dramatique pour les habitants, qui s'appellent la guerre en Ukraine. Tout a été surenchéri, tous les équilibres financiers des producteurs sont tombés, et tout a été bloqué. Malgré cela, nous maintenons nos projets qui verront le jour.

Une piscine et un gymnase, cela ne se fait pas en 3 ans ou même sur un mandat. Il faut trouver les fonds, donc il faut s'endetter, et vous revenez sur votre vieille marotte en disant : pourquoi n'avons-nous pas emprunté lorsque les taux étaient bas ? Parce que quand les taux étaient bas, nous arrivions, il fallait faire face au COVID, ensuite restructurer notre commune. Et puis, en France, on monte des projets, mais c'est long, c'est ainsi. Si vous prenez la zone Senia, où travaille dessus et des villes de gauche et des villes de droite, puisque vous mettez cela sur des plans politiques assez souvent, le grand projet de restauration sur les cuisines et autres, cela fait 10 ans que cela patauge. Si on prend le Lugo dont nous sommes en train de débloquent la situation, pourtant, puisque nous ne savons pas, cela veut dire que vous le saviez, 15 ans de blocage. Bientôt, sur 2026, les travaux vont démarrer. Grâce à notre bataille, au fait de s'être battu avec le bailleur en question, ils auront des logements neufs. On l'a fait en 2 ans, en 3 ans.

Toutes ces allégations que nous ne ferions rien, nous sommes sereins face à la population. Le travail est énorme devant nous, nous le savons, malgré tout vous avez le budget. Entre toutes les routes, encore ce soir il y a une réunion pour la rue Corvol, où nous allons présenter aux habitants de la rue Corvol un réaménagement pour 900 000 euros. Nous avons fait plus que sur les deux précédents mandats, nous avons les chiffres.

Vous osez parler des arbres, mais enfin, on en a planté près de 2 000. Lorsque nous sommes arrivés ici, le budget que nous avons trouvé pour les arbres, c'était 1 500 euros, on a halluciné.

Un de vos plus grands mensonges que soi-disant il manque 300 postes à la commune, quelle audace d'oser dire une chose pareille. On vous a expliqué, Monsieur Guillaud-Bataille, que ce sont des postes qui auraient dû être supprimés sous l'ancienne mandature et dont nous héritons, ce ne sont pas de vrais postes, et nous ne le faisons pas, pourquoi ? On vous connaît, Monsieur Guillaud-Bataille. Je vais l'avouer, on en a discuté. Parce que si nous les avions supprimés, alors que ce ne sont pas de vrais postes, vous auriez dit à la population, compte tenu de votre objectivité et votre honnêteté, qu'on supprimait 300 postes. Je tiens à votre disposition les documents, Monsieur le DGS tient à votre disposition les documents. Cette histoire commence à bien faire, on va les supprimer, et on ne supprime pas 300 postes, on rétablit ce qui aurait dû être fait avant. Il ne manque des postes nulle part. Ne vous en déplaie, nous sommes même en sureffectif. Une ville comme Choisy-le-Roi, dont vous avez dit que nous avons 47 000 habitants, la moyenne c'est 850 agents, ou 900, en lycée avec les vacataires sur l'année nous sommes à 1 300, là où les autres villes de même

strate fonctionnent avec un maximum de 900 agents. Les territoires, en plus, qui devaient alléger le nombre d'agents et les finances ont tout compliqué. C'est une réalité, on peut vous amener tous les chiffres que vous voulez.

Nous sommes sereins et fiers de tout ce chemin que nous avons parcouru jusqu'à maintenant, fier de n'avoir baissé aucune subvention là où d'autres l'ont fait.

Vous me parliez de la carte Améthyste, nous avons sauvé la carte Améthyste. Pouvez-vous me dire ce que le 93 proposait et ce qu'il propose toujours ? Au lieu de payer la carte Améthyste 25 euros, il propose de la faire payer 500 euros. On peut faire cela si vous voulez. Ah, ce n'est pas votre problème, d'accord. C'est votre problème uniquement lorsqu'on ce sont des villes qui ont votre pensée politique, qui pensent la même chose que vous, et lorsque c'est le Val-de-Marne, parce qu'il y a des méchants de droite qui essayent de sauver, 1 : le département, 2 : les services rendus à la population.

Vous savez, vos collègues, pas plus tard qu'en commission il y a trois jours, je leur ai demandé de me faire des propositions. Face à la situation que nous vivons, je suis prêt, et je l'ai dit au Département et à mes collègues, pourquoi ne pas coconstruire ? Je leur ai dit : dites-moi, puisqu'ils disent qu'il y a d'autres solutions, j'attends les autres solutions, qu'est-ce qu'il faut supprimer, et qu'est-ce qu'il ne faut pas faire ? Tout à l'heure, lorsque vous avez voté contre, je vous signale que cela concerne des équipements d'école, des cours, des parcs, donc il ne faut pas le faire ? Si, vous avez voté. Si tout le monde vote contre, cela veut dire que cela ne passe pas et qu'on ne le fait pas. Heureusement que vous votez pour. Si tout le monde vote contre, le projet ne se fait pas, c'est l'essence même du Conseil municipal.

Vous affirmez des choses qui sont fausses, en espérant que cela passe pour des vérités. Heureusement quand même, lorsqu'on se promène dans la ville, les Choisyennes et les Choisyens voient le travail accompli. Il reste beaucoup à faire, c'est certain.

Encore une fois, vous êtes sûrement en campagne, parce que je vous vois avec vos amis et ceux qui se présentent partout sur les vidéos dans les annonces, etc. M'avez-vous vu dans une vidéo annoncer quoi que ce soit ? M'avez-vous même entendu dire que je me représentais ? Je passe mon temps à travailler et nous serons jugés sur notre travail, c'est tout.

J'ai dit : j'espère que l'on m'accordera de nouveau une confiance. Mais on va voir si je me représente, chère Madame. Est-ce que vous avez lu quelque part une annonce de ma part ? Est-ce que vous avez vu une vidéo de ma part ? Est-ce que vous avez lu un tract de ma part ?

M. Aoummis : Monsieur le Maire, vous êtes aux affaires, vous n'avez pas le temps pour cela, vous devez vous occuper des gens jusqu'en 2026. Vous êtes en train de parler d'un sujet qui n'a pas lieu d'être ici même.

M. le Maire : Ce n'est pas moi qui ai parlé de ce sujet. C'est votre collègue, Monsieur Guillaud-Bataille. Mais permettez que je rétablisse une vérité. Je ne suis pas en campagne, qu'est-ce que c'est que cette attaque de dire qu'on utiliserait les moyens de la Ville pour faire campagne. Quels moyens on utilise ? On édite un journal qui existe depuis toujours, qui est présenté très exactement de la même façon, qui dit exactement les mêmes choses, qui parle des projets, et à aucun moment on ne s'en sert pour faire je ne sais quoi comme vous le dites. Oui, nous sommes aux affaires, et l'on se contente de parler des affaires dans ce journal, d'aller sur les lieux où il y a des organisations comme aux Beaux-Arts, comme partout.

Ce n'est pas être en campagne, c'est faire mon boulot de maire, vous venez de le dire. Mon boulot de maire ne s'arrête pas, on ne fait pas de campagne, contrairement à vous, monsieur Aoummis, et ce que vous avez osé écrire sur le marché, sur nos intentions. Je ne vais pas relever tout ce que vous avez écrit, bien que je n'aille pas sur les réseaux sociaux, on me fait part quand même de ce que vous écrivez, de toutes les contre-vérités, des mensonges, que vous assénez vis-à-vis des gens, comme sur l'analyse de la fermeture du marché, dont je vous annonce que peut-être nous allons fermer de nouveau. C'est quand même extraordinaire.

M. Aoummis : J'ai demandé la parole, est-ce que vous m'accordez trois minutes pour répondre ?

M. le Maire : Je vais vous donner la parole, pour répondre à quoi ?

M. Aoummis : Je me sens vexé par rapport à ce qualificatif de mensonges. Vous n'arrêtez pas de dire : vous êtes des menteurs. On pourrait allégrement vous retourner le compliment, Monsieur le Maire, on a tant d'occasions pour le faire.

M. le Maire : Allez-y. Sur quoi j'ai menti ? Allez-y, vous avez la parole.

M. Aoummis : Monsieur le Maire, n'ouvrez pas la boîte de Pandore, on est dans un Conseil municipal.

M. le Maire : Je l'ouvre, Monsieur Aoummis.

M. Aoummis : Il y a des citoyens qui sont là, qui suivent le Conseil municipal, on ne va pas faire un débat politicien avec un arrière-fond d'élections municipales. Me qualifier de menteur, je trouve cela vraiment fort de café de votre part.

M. le Maire : Vous mentez à la population, je le dis et je l'affirme.

M. Aoummis : Quand vous dites que vous avez fait en l'espace de deux ans ce que l'on n'a pas fait en 7 ans.

M. le Maire : Sortez la boîte de Pandore, sortez-la.

M. Aoummis : Un gymnase, une piscine, une piste d'athlétisme, un terrain synthétique, une école Mandela, le projet de renouvellement des délégués, le projet sur les friches urbaines du quartier du Port, c'est nous, Monsieur le Maire, c'est nous.

M. le Maire : Deux mandats. Deux mandats, pas un, Monsieur. Et nous, on a fait un terrain synthétique en deux ans. Et tout ce que vous avez fait, cela avait été actionné, c'est plus que deux mandats et vous le savez très bien. Pour réaliser quelque chose, on le prépare aussi sur les mandats précédents, ce que nous faisons pour l'après 2026. Vous le savez très bien, cela faisait 63 ans que vous étiez aux manettes. Je dis : votre majorité. J'étais conseiller municipal, ce gymnase, on en a parlé pendant quatre ans, et un jour, il a vu le jour.

Permettez que sur un premier mandat, on parle de nos projets et que l'on cherche les financements pour le faire. C'est en cela que je dis que c'est malhonnête de présenter les choses comme cela. Voyez-vous, j'ai une bonne nouvelle. Le chalet Bécard, on ne fait rien, il allait être fermé. Cela aussi, c'était un mensonge pendant la campagne, nous devions fermer le chalet Bécard, qu'est-ce que l'on n'a pas entendu. Nous venons de sauver le chalet Bécard. Il était frappé d'un arrêté de fermeture du maire de Morillon, nos équipes techniques municipales se sont déplacées pour une contrevisite technique avec des propositions. D'ores et déjà nous avons budgétisé, cela nous tombe dessus comme ça, 900 000 euros. On nous a autorisés à continuer l'exploitation du chalet.

Vous avez parlé de la Calypso, que soi-disant la Calypso, on n'y fait rien, qu'elle est fermée. Excusez-moi, comment je dois appeler cela ? Vous dites que la Calypso est fermée, c'est faux, comment je dois appeler cela ? Une méconnaissance de la ville ? J'appelle cela un mensonge, la Calypso n'est pas fermée. Nous avons rétabli la Calypso dans ce qui est son outil premier, c'est-à-dire un centre de loisirs. C'est quand même aberrant d'entendre une chose pareille. Les enfants y vont. Et avec mon premier adjoint, c'est devenu un tiers-lieu apprécié où il y a des activités que nous avons rendues à la population. Comment osez-vous dire, c'est là où il y a quand même une incompréhension, ou alors je dois être sur une autre planète, lorsque l'on entend, vous venez de le dire, que la Calypso est fermée.

Mme Desprès : Il a dit : rarement utilisée. Nous y sommes allés, Monsieur le Maire. C'était vide, il y avait trois personnes qui exposaient.

M. le Maire : Non, il a dit la Calypso est fermée. Si vous pouviez demander la parole, Madame Desprès. On va arrêter là, parce que décidément dans le respect, je suis désolé.

Mme Desprès : S'il y a quelqu'un qui ne respecte pas l'autre, c'est vous. Vous nous traitez tout le temps de menteurs, et c'est absolument impossible à entendre, Monsieur le Maire.

M. le Maire : Je viens de décrire les mensonges éhontés que vous venez d'affirmer ce soir.

Mme Desprès : Et vous recommencez.

M. le Maire : Vous avez dit : la Calypso est fermée, ce n'est pas moi qui l'ai dit. Maintenant vous essayez de vous en sortir en disant : elle est quelquefois fermée. Non, c'est faux, peut-être une journée quand il y a des choses à faire. Rarement utilisée, vous voulez dire. Non, pas rarement, elle est très souvent utilisée. J'appelle cela un mensonge. Je lis vos tracts. On me les donne, je ne vais pas les chercher.

Mme Desprès : Vous avez une saine lecture.

M. le Maire : Ce qu'il y a écrit dessus, il y a beaucoup de mensonges. Je suis désolé, il y a beaucoup de mensonges dans vos tracts, je suis bien obligé de le dire. Je ne peux pas appeler cela autrement. Le jour où je lirai une proposition, d'ailleurs, où sont vos propositions ? Vous deviez en faire, Monsieur Guillaud-Bataille, vous voulez me faire une proposition, allez-y. On a fait tout mal, faites une proposition. J'ai fini, je vous demande si vous avez une proposition à faire.

M. Guillaud-Bataille : Ce n'est pas vous qui allez décider ce que je vais faire, on n'en est pas là encore, bien heureusement. Je voulais juste faire un petit rectificatif quand même, Monsieur le Maire, je ne vais pas entrer dans la polémique sur qui ment, qui ne ment pas, qui interprète. Vous nous traitez de menteurs, très bien, j'en prends acte. Effectivement, à un moment, on arrivera à un débat et à des objectivations dans le débat, mais pas au sein de cette salle. Simplement, il y a une chose que je ne peux pas vous laisser dire, parce que j'ai produit une explication de vote sur les AP-CP, où j'ai dit clairement la raison qui nous amenait à voter contre. À l'instant, il y a une demi-heure.

M. le Maire : Que ce n'était pas votre choix, c'est cela ?

M. Guillaud-Bataille : Qu'il y avait des éléments de choix que nous ne partageons pas.

M. le Maire : Donc, vous votez contre.

M. Guillaud-Bataille : J'ai voté contre, nous avons voté contre. Vous me laissez finir, s'il vous plaît, Monsieur le Maire, sinon vraiment ce n'est pas possible.

M. le Maire : Si vous voulez embrouiller ceux qui écoutent, moi je veux bien.

M. Guillaud-Bataille : Je n'embrouille rien, Monsieur le Maire, j'ai dit clairement les choses lors de mon intervention sur les AP-CP, et je l'ai dit dans mon intervention, sur le budget.

M. le Maire : Alors, quels AP-CP il ne faut pas faire ? Vous dites que vous n'êtes pas d'accord, dites-nous sur lesquels.

M. Guillaud-Bataille : Monsieur le Maire, j'ai cité dans mon intervention. Si vous n'écoutez pas, je n'y peux rien.

M. le Maire : Je vous écoute.

M. Guillaud-Bataille : Vous voulez que je la relise ? On ne va pas reprendre 10 minutes d'intervention. Écoutez ce que je vous ai dit.

M. le Maire : Je vous écoute. Vous avez dit que vous votiez contre, car vous n'aviez pas la même analyse. Quelle est votre analyse ? Qu'est-ce qu'il fallait faire ?

M. Guillaud-Bataille : Vous relirez. Écoutez, vous n'allez quand même pas me faire ce numéro de claquettes. Vous croyez que je ne la connais pas la technique du numéro de claquettes ?

M. le Maire : Ce n'est pas une technique, c'est du réalisme.

M. Guillaud-Bataille : Je siège tous les mois et demi avec Valérie Péresse, vous croyez que je ne connais pas ce genre de numéro de claquettes ? À un moment, cela suffit.

M. le Maire : On va passer au vote, parce que vous dépassez les limites.

M. Guillaud-Bataille : Ne nous prenez pas pour des zouaves. J'ai expliqué clairement les choses, et j'ai cité des éléments concrets de votre AP-CP que nous ne partagions pas ou sur lesquels nous pensions que vous auriez dû mettre les moyens. Vous ne les avez pas entendus, très bien, nous en discuterons devant la population.

M. le Maire : Quels AP-CP ? Vous ne l'avez pas dit. Je sais ce que veut dire voter contre, je le redis, si nous votons tous contre, cela ne se fait pas.

M. Guillaud-Bataille : Si vous sortez de cette salle, Monsieur le Maire, pour aller crier dans la population que nous avons voté contre les AP-CP, donc l'ensemble des travaux, alors, Monsieur le Maire, cela voudra dire très concrètement que les débats dans cette salle ne servent à rien, que tout ce qui sert, c'est le vote pour ou contre, sans aucune nuance, sans avoir besoin de s'expliquer. À ce moment-là, c'est une vision de la démocratie qui va nous séparer.

M. le Maire : D'accord. Je vais vous parler de vraie démocratie, mais j'ai l'impression que lorsqu'il faut parler factuel, vérité, s'expliquer, vous êtes très largement gênés aux entournures. Je relis ce que nous avons voté tout à l'heure. Rapport sur l'utilisation du Fonds de solidarité des communes de la Région Île-de-France, le FSRIF.

M. le Maire : Les AP, oui, excusez-moi. Sur les AP et de leurs crédits de paiement. Donc, vous votez contre. Donc, moi, c'est très simple, le groupe scolaire Mandela, rénovation intérieure...

M. le Maire : Non, mais c'est incroyable. Mais vous êtes pour ou contre que l'on rénove la cour intérieure de Mandela ?

M. Guillaud-Bataille : Maintenant, on va s'expliquer devant les citoyens, j'ai dit très clairement que nous ne votions pas contre les opérations, mais l'économie générale. Si vous n'êtes pas capable de l'entendre.

M. le Maire : Monsieur, il ne s'agit pas de cela. On parle des AP.

M. Guillaud-Bataille : Ce que vous faites, c'est de la manipulation...

M. le Maire : C'est vous qui essayez de manipuler, et puis tout le temps en train d'élever la voix. Je pose une question simple, ce sont des AP, vous pouvez voter, d'ailleurs je crois qu'un autre groupe à côté de vous...

M. Guillaud-Bataille : À ce moment-là, dites aussi que l'on a voté contre le fait que les agents aient un salaire...

M. le Maire : Vous voulez faire toute la soirée comme cela, Monsieur ? Moi, je vous dis qu'on peut voter contre un budget et voter des AP.

M. Guillaud-Bataille : Moi je vous dis que nous ne partageons pas l'équilibre général de vos AP. C'est ce que je vous dis depuis le début.

M. le Maire : Pourquoi vous ne le partagez pas ? Personne ne comprend ce que vous dites.

M. Guillaud-Bataille : Mais enfin, j'ai fait une intervention, je l'ai expliqué point par point. Cela suffit.

M. le Maire : En quelques mots. Par exemple, je prends : groupe scolaire. Écoutez, il y a des citoyens dans la salle.

M. Guillaud-Bataille : Je pense que les citoyens dans la salle m'ont entendu condamner le fait que vous ne développiez pas de crédits de paiement sur un certain nombre de points, que vous aviez gelé les crédits de paiement sur le gymnase, sur la piscine, sur la cuisine centrale, donc je pense que les citoyens m'ont entendu le dire dans mon intervention générale sur le budget. Ils ont, je l'espère, compris, après ils peuvent ne pas être d'accord avec notre vision, mais je pense qu'ils ont compris les raisons qui nous ont amenées à critiquer la maquette générale de vos AP.

M. le Maire : Monsieur Guillaud-Bataille, vous pouvez respecter un peu ce Conseil ? Je pose des questions simples, que les gens peuvent comprendre simplement. Il y en a d'autres qui votent les AP et qui votent contre le budget, c'est tout à fait possible. Il y a une ligne très claire : groupe scolaire Mandela, rénovation intérieure de la cour d'école, création d'une AP. Ce n'est pas rien. Vous êtes contre cela ? Vous pouvez nous dire en quoi, même financièrement ? Dites-nous quelque chose. Vous êtes contre. Vous êtes embêté de le dire là.

M. Guillaud-Bataille : Faites-nous voter AP par AP, alors.

M. le Maire : Vous pouvez vous abstenir. Votre logique dans ce que vous essayez de nous faire comprendre, si j'essayais de comprendre, s'il y avait une logique, vous ne devriez pas voter contre, mais vous abstenir, puisque vous n'êtes pas d'accord sur l'ensemble. Mais si vous êtes d'accord sur une, vous vous abstenez, c'est tout à fait compréhensible.

M. Guillaud-Bataille : Il n'y a pas de politique, il n'y a pas d'arbitrage politique.

M. le Maire : On va arrêter là. De toute façon, j'attends toujours, pour le coup, vos propositions qui seront les bienvenues. On va les attendre parce que les citoyens les attendent, on va voir, cela va sûrement arriver un jour.

On va passer au vote, de toute façon on connaît le vote. Un mot de Monsieur Id Elouali.

M. Id Elouali : Monsieur Guillaud-Bataille, chers collègues. Juste pour que l'on comprenne, parce qu'on perd un peu le fil du débat. Est-ce que vous pouvez juste restituer en quelques mots, quand vous parlez que vous refusez, je peux comprendre, vous êtes dans l'opposition, je ne vous conteste pas cette légitimité. Monsieur Guillaud-Bataille, je parle. On ne peut pas répondre, je ne suis pas à votre service, on est tous au service de la démocratie. Vous vous dites démocrate, soyons démocrates. Est-ce que vous pouvez juste clarifier les raisons pour lesquelles vous refusez au nom de l'équilibre général ? Cette notion d'équilibre général, j'aimerais en connaître un peu l'essence et la définition, c'est tout. Quel est l'équilibre général que vous réfutez, c'est tout. Et ce n'est pas être à mon service, c'est être au service de tous les collègues, opposition et majorité comprise. Merci.

M. Guillaud-Bataille : Très bien. Écoutez, Monsieur le Premier Adjoint, j'entends votre question. Ce qui me chagrine vraiment, c'est que j'ai fait l'effort pour ces deux derniers conseils municipaux de ne pas juste venir avec des notes comme je le faisais habituellement, mais d'écrire très concrètement ce que nous avons à dire, et de m'en tenir à ce que j'avais écrit, pour justement éviter les débordements, les approximations, etc. Et justement, j'en viens à me dire, puisque c'est la deuxième fois que vous me faites le coup, qu'en fait vous êtes un peu dérangés par le fait que les choses soient très précises et très écrites, parce que vous me demandez maintenant, justement, de le faire au débotté, espérant certainement que je vais dire quelque chose sur lequel vous allez pouvoir rebondir, sauter sur votre chaise comme des cabris.

Je ne vais donc pas le faire, pour une raison bien simple, Monsieur le Premier Adjoint, c'est que je l'ai fait dans mon intervention générale sur le budget, je l'ai expliqué lors de mon intervention, explication de vote sur les AP-CP, et je viens pour répondre à Monsieur le Maire de vous redonner 2 ou 3 éléments saillants de notre refus d'un certain nombre de choix que vous avez faits sur ces AP-CP. Si une explication de vote, une intervention écrite et lue à l'oral, un rappel succinct fait à l'oral sur votre interpellation ne vous suffisent pas à l'entendre, c'est que vous cherchez autre chose.

Je l'ai dit, je l'ai écrit, on va en rester là, puisque pour le coup ce que j'ai écrit, ne vous inquiétez pas, je pense que nous allons faire en sorte que les Choisyennes et les Choisyens en aient connaissance. De la même manière, de toute façon, ce sera dans le procès-verbal de notre réunion, comme cela vous aurez tout le loisir en consultant le procès-verbal de comprendre exactement ce que j'ai voulu dire.

M. le Maire : On arrête là.

M. Id Elouali : Je reste sur ma faim, très franchement. Écrire, c'est parfait, construire c'est très bien, structurer sa pensée c'est faire honneur à la démocratie et au débat démocratique au sein de cette enceinte, mais pour autant, demander des précisions je ne pense pas que cela déshonore le débat, bien au contraire.

Je vous demande tout simplement de repréciser, cher collègue, encore une fois après la plus grande des courtoisies et la plus grande des sincérités, pourquoi les AP-CP. J'entends que vous refusiez le vote du budget et franchement, est-ce que l'on pouvait s'attendre à autre chose que cela, je comprends. Mais là où je ne comprends pas, il s'agit là de quelques évidences, de quelques services quasi urgents à la population, on parle de voirie, d'aménagements dans les écoles, on parle, je dirais, de services au quotidien. Qu'est-ce qui

vous amène, je vous le dis sincèrement et plus simplement, à refuser ces choix. J'aimerais bien l'entendre. Merci.

M. Guillaud-Bataille : Si vous me permettez, je vais répondre succinctement à cette question, mais vraiment, c'est un vrai problème.

Qu'est-ce que nous critiquons ? Nous critiquons le recours à l'emprunt massif que vous avez fait l'année dernière et cette année. Or, les AP-CP, par nature, surtout quand vous nous annoncez que l'équilibre des investissements repose sur une projection à 12 800 000 euros d'emprunt pour 2,7 millions de recettes, de mémoire, vous m'excuserez si je n'ai pas bon sur les virgules, et bien oui, nous refusons un tel endettement pour ce que nous estimons être des dépenses courantes. J'ai même expliqué qu'un certain nombre de ces dépenses courantes, notamment la réfection de voirie, aurait pu être entrepris plus tôt, car s'il est vrai que l'on a besoin de construire des projets pour faire une piscine, une école, etc., et que ces projets demandent énormément de temps, la requalification d'une voirie n'est pas de la même nature en termes de préparation. Voilà ce que j'ai dit.

Voilà comme premier élément, qui est une question de budget global, mais vous ne m'écoutez plus, sur lequel, comme vous financez ces AP-CP par ce moyen-là, nous avons un problème, et nous le manifestons donc en disant : nous ne pensons pas que vous pouvez adopter des AP-CP de cette nature avec ce type de financement.

Le deuxième point et je l'ai dit, vous avez fait la liste de tout ce qu'il y a, j'ai pointé le fait de tout ce qui avait disparu, notamment depuis des années, et qui n'est pas affecté en crédits de paiement. J'ai parlé du gymnase, de la piscine, de la cuisine, etc.

M. le Maire : Mais ce n'est pas une AP, un gymnase. Monsieur Guillaud-Bataille, on parle des AP. Un gymnase n'est pas une AP. On n'a jamais parlé d'AP pour le gymnase.

M. Guillaud-Bataille : Vous savez très bien de quoi je parle.

M. le Maire : Non, cela suffit. Je donne la parole à Monsieur Aoummis, après on va faire le vote.

M. Guillaud-Bataille : Vous avez obtenu ce que vous vouliez, c'est-à-dire que le crayon levé, effectivement, j'ai pris un raccourci, et vous allez pouvoir pérorer sur le fait que je ne comprends rien aux masses budgétaires. Je vous remercie. Vous avez gagné, la prochaine fois je ne vous ferai pas le plaisir d'essayer de vous répondre.

M. le Maire : D'accord. Sachez, Monsieur Guillaud-Bataille, que j'ai été longuement à votre place, et que des AP-CP en bloc, j'en ai voté, ou lorsque certaines me déplaisaient et que d'autres étaient bien, je m'abstenais.

M. le Maire : Je donne juste une précision, j'ai le droit, si vous intervenez, je vous ai donné la parole, si l'on doit intervenir à chaque fois... Je donne ma position, j'ai quand même le droit. Je dis qu'en cet espace, lorsque j'étais simple conseiller municipal, d'ailleurs je votais contre le budget sinon on n'est plus dans l'opposition, il m'arrivait de voter un programme AP-CP parce que c'était l'intérêt général sur ces points précis, ou de m'abstenir si, à l'intérieur, il y en avait dont je trouvais qu'ils n'étaient pas nécessaires. C'est tout.

Si je raisonnais par l'absurde, pour que le bétien comprenne bien comment fonctionne un Conseil municipal : si par malheur vous étiez tous pris de la volonté de voter, et qu'il y avait une majorité qui vote contre ces AP, cela voudrait dire que la cour intérieure de l'école

Mandela ne serait pas faite. C'est tout ce que j'essaye d'expliquer. C'est factuel. Cela fonctionne comme ça, cela n'empêche pas de voter contre le budget après.

On en reste là. Je donne la parole à Monsieur Aoummis.

M. Aoummis : Merci, Monsieur le Maire. Très rapidement, ce débat, on l'a déjà eu il y a plus d'un an, et je trouve vraiment dommage que l'on s'inscrive dans la redite. Mon collègue, Monsieur Guillaud-Bataille, a déjà eu l'occasion d'exprimer sa position, c'est une position de principe, une position politique. Même au sein de l'opposition, on ne la partage pas, donc nous avons voté pour.

Le fait de ne pas voter les AP-CP, c'est une décision souveraine qui revient à l'opposition, à une partie de l'opposition, c'est fait. La discussion qui a pour objectif, d'une manière implicite ou explicite, de mettre quelqu'un en difficulté par rapport à un vote, je pense qu'elle n'est pas la bienvenue, parce qu'il y a une espèce de mal intention dans l'affaire. Ce débat, on l'a déjà eu, mon collègue a déjà eu l'occasion d'exprimer sa position, j'ai souvenir que d'autres collègues de l'opposition se sont exprimés là-dessus. Pourquoi à chaque fois mettre le débat là où il ne faut pas.

M. le Maire : Monsieur Guillaud-Bataille a le droit le plus strict de voter ce qu'il veut et de faire ce qu'il veut au niveau du vote. Mais on est en droit, par rapport à des périodes difficiles... il n'y avait pas de mauvaise intention. Si un jour vous me dites : « écoutez, Monsieur le Maire, dans les AP vous mettez ceci et cela », nous, on penserait que s'il y avait telle chose et je vous dis cela sans piège, pourquoi pas, mais jamais je n'entends cela. Par contre, j'entends des contres. On voulait préciser cela, c'est tout, et je le redis, le vote, sinon on ne vote pas, on n'exprime que des avis, non, on doit voter. Si on votait tous contre ces AP, ce qui n'est pas le cas de la majorité heureusement, la cour intérieure de l'école ne se ferait pas. C'est tout.

Je veux juste que l'on revienne un peu sur le b-a-ba d'un Conseil municipal et d'un vote. Monsieur Id Elouali veut dire un petit mot, après on passe au vote.

M. Id Elouali : Monsieur le Maire, on va passer au vote. C'était juste pour repréciser, l'objectif n'est pas de mettre un collègue en difficulté. C'est d'abord de comprendre. Avant d'adhérer à un avis, une opinion, encore faut-il la comprendre, et pour la comprendre il faut qu'elle soit lisible et intelligible. Or, il se trouve qu'en reprécisant un petit peu les choses, l'objet de votre réflexion, vous parlez de gymnase, il se trouve que ce n'est pas dans les AP. J'avais juste besoin de comprendre, j'avais juste envie de savoir, je pense ne pas être le seul, pourquoi vous votez contre la réflexion de la voirie, du gymnase, etc., c'est tout.

M. le Maire : On va passer au vote. Pour les gens qui nous écoutent, je voudrais quand même rappeler les sommes qui sont en jeu, parce que c'est important. Il faut quand même peser les mots que vous nous dites : « vous êtes immobiles, vous n'avez rien fait, vous ne faites rien ». Ce n'est pas moi qui l'ai dit, c'est vous, Monsieur Guillaud-Bataille, vous avez même cité d'autres villes à côté où soi-disant cela galope. C'est vous ? Excusez-moi. On ne va pas rouvrir le débat.

Je vais rappeler quelques chiffres quand même importants, quand on dit que l'on est immobiles. Le groupe scolaire Mandela, le montant : 2 450 000 euros, je n'ai jamais vu cela inscrit lorsque j'étais conseiller municipal. Travaux de voirie sur 2 ans : 20 millions d'euros, quand est-ce que la ville de Choisy a vu cela ? 15 000 euros lorsque nous sommes arrivés. J'ai le droit, quand même, de préciser pour les gens qui nous écoutent des chiffres, on parle du budget. Aire de jeux pour les enfants, renouvellement, alors que l'on avait déjà dépensé 1,5 million, 2 millions d'euros.

M. le Maire : Non, mais c'est incroyable, un budget de campagne. Et vous continuez. Attendez, Monsieur Guillaud-Bataille, cela suffit, s'il vous plaît. Vous prenez sans cesse la parole sans y être invité et vous êtes toujours désobligeant. S'occuper des enfants qui nous demandent de renouveler les aires de jeux, c'est un budget de campagne ? Donc il n'y aura pas d'aires de jeux dans votre programme ? Attention, si je vois des jeux programmés dans votre programme, vous allez m'entendre.

M. le Maire : Je crois que c'est plutôt vous alors. Lorsque l'on parle d'un budget, le maire a quand même la liberté d'exprimer ce qui est voté. Si c'est pour mon budget de campagne, soyez en heureux, je serai invalidé, vous ne manquerez pas de vous plaindre à la Haute Autorité, et vous pourrez citer ces chiffres si vous les retenez.

Nous en étions aux aires de jeux pour enfants, renouvellement.

M. le Maire : Franchement. On va arrêter là. Monsieur Guillaud-Bataille, vous vous êtes venu avec quelques amis dont la plupart sont partis, donc vous voulez vous mettre en scène. Non, l'odieux personnage ce soir, c'est vous, Monsieur Guillaud-Bataille. Je suis en train de donner l'utilisation, elle n'a pas été donnée dans ces détails, des impôts des Choisyens, mais cela vous dérange puisque c'est factuel, c'est vérifiable, ce sont des chiffres.

Je continue, si Monsieur Guillaud-Bataille permet qu'on informe la population. Donc les aires de jeux pour enfants, 2 millions d'euros. Le NPNRU, je vais vous faire la grâce d'en parler, parce que l'on va faire un débat là-dessus dans pas longtemps, 30 millions d'euros. La plantation d'arbres, 1 500 000 euros, alors que nous avons déjà fait tant pour la plantation d'arbres. Qu'on ne vienne pas me dire ici que l'on a déjà vu un budget de 1 500 000 euros en AP à Choisy-le-Roi. Qu'on ne vienne pas me dire ici qu'on a planté autant d'arbres à Choisy-le-Roi sur le précédent mandat, et même sur les deux précédents, que ceux que je viens de planter avec mon équipe sur un seul mandat. École élémentaire Victor Hugo, rénovation énergétique, 1 910 000 euros. Le Centre Technique Municipal, où on parle de se préoccuper de la santé des agents, où l'on me parle de pénibilité. Voilà notre réponse à la pénibilité, différente de celle que vous voudriez que l'on prenne, on va dépenser pour régler les problèmes de pénibilité des agents, à leur demande, et c'est eux qui vont s'associer à cela. 2 646 000 euros pour leur rendre le travail plus facile et que ce soit mieux organisé. Enfin, l'amélioration dans les écoles contre la canicule, ce que l'on appelle le confort d'été, à la demande des professeurs et des enfants : 1 100 000 euros. Cela n'a jamais été dépensé, même sur deux mandats, on met des stores particuliers, on a commandé des ventilateurs, on refait des sols. 1 100 000 euros, rien que pour les écoles au niveau du confort d'été.

Je veux bien qu'on dise : « c'est à cause de l'analyse, à cause de je ne sais quoi », moi c'est simple, on est pour ou on est contre. Peu importe s'il faut emprunter ou pas emprunter, nous empruntons parce qu'aucune commune n'a dans ces caisses de quoi faire face aux investissements, donc il faut emprunter, c'est pour cela que la Banque des Territoires a été créée, d'ailleurs. On est encore en capacité de pouvoir emprunter, et encore plus que ce que nous avons budgétisé, sans mettre en danger la commune puisqu'on est en dessous de la strate nationale.

Je tenais quand même à donner ses explications. Maintenant, nous allons procéder au vote.

Y a-t-il des votes contre ? Très bien. Des abstentions ? Non. C'est voté à la majorité.

Vote de la délibération n 25 025

Ont voté pour : 35

MM. PANETTA Tonino, M. ID ELOUALI Ali, Mme OSTERMEYER Sushma, M. COELHO

Vasco, Mme LORES Monique, M.DRUART Frédéric, Mme FRANCISOT Amandine, M.CHALBI Yacin, M. MARQUES Henrique, Mme HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie, Mme FONTAINE Sabrina, M. SAYADI Walid, Mme GAULIER Danièle, M. THIAM Moustapha, Mme SASU Hancès, M. GARROUT Karim, Mme ALIROL Béatrice, Mme COHEN Rachel, Mme DIMNET Rachel, M. POUDY Franklin, M. CHIRANNE El Arbi, M. Stéphane BANCE, Mme FADLI Hafida, M. OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, Mme BEZACE Mathilde, M. BOLLE-DALLIAH Kristian, M. BOURVEN Julien, M. SOMSOUK Billy, M. DESROCHES Damien, Mme FOURNIER Laura, Mme BOUGUEROUA Hamida, Mme BENKAHLA Malika, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 7 (Mme DESPRES Catherine, M. AOUMMIS Hassan, M. BALIAS Thierry, Mme FOURNIAUD Martine, M. ESSONE MENGUE Terence, M. GUILLAUD-BATAILLE Fabien, M. HUTIN Sébastien).

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n 25 025 est adoptée à la majorité.

M. le Maire : Je constate que l'on vote contre dans le budget, il y a aussi ce que l'on donne aux associations. Je le dis en passant. Je m'adresse à quelqu'un qui comprendra ce que je veux dire. Il y a des sommes que l'on donne à des associations, donc voter contre le budget, je peux interpréter qu'on est contre cela.

Mme Després : Je suppose que c'est à moi que vous vous adressiez, Monsieur le Maire ?

M. le Maire : Non.

Mme Després : C'est bizarre, vous le dites en me regardant, je l'ai pris pour moi.

M. le Maire : Je ne le dis pas en vous regardant, je suis face à vous, je ne vais pas tourner la tête pour parler.

M. le Maire : Je n'ai pas le droit de faire cela, mais je le dis quand même. Monsieur, vous ne savez pas les engagements pris par certaines personnes. Je rappelle juste les engagements de certaines personnes, cela s'appelle de la loyauté, cela s'appelle pouvoir se regarder dans une glace.

On va passer au point...

M. le Maire : Non je n'ai pas à m'expliquer, Monsieur. Je réponds ce que je vous réponds. La personne à qui je m'adresse, je pense qu'elle a compris. Elle pourra venir me voir après le Conseil.

→ **Vote du budget primitif — Exercice 2025 — Budget annexe des parkings**

M. le Maire : Le point suivant : les marchés publics. C'est toujours Madame Francisot. Excusez-moi, le vote du budget primitif.

Mme Francisot : En 2025, la participation du budget principal au budget annexe des parkings de la Ville se traduit par une subvention de fonctionnement de 184 000 euros et d'investissement de 634 000 euros.

La section de fonctionnement du budget annexe des parkings se solde par un total de dépenses de 610 200 euros, et la section d'investissement à 1 054 000 euros.

Je pense qu'il n'y a pas besoin d'en dire plus, on a déjà longuement discuté des parkings ici.

M. le Maire : Très bien. Néanmoins, il y a peut-être des observations. Je n'en vois pas.

Vous savez, Monsieur Guillaud-Bataille, cela vous regarde. Si vous pouvez vous montrer un peu respectueux, et arrêter sans arrêt de lancer, car on peut s'amuser à cela. Non, c'est bon ?

On vote. Monsieur Aoummis, vous avez demandé la parole ?

M. Aoummis : On est cohérent avec les votes précédents, on vote pour.

M. le Maire : D'accord. Y a-t-il des votes contre ? D'accord. Abstentions ? Non. Donc le reste, c'est bon. Merci à vous.

Vote de la délibération n 25 026

Ont voté pour : 37

MM. PANETTA Tonino, M. ID ELOUALI Ali, Mme OSTERMEYER Sushma, M. COELHO Vasco, Mme LORES Monique, M. DRUART Frédéric, Mme FRANCISOT Amandine, M. CHALBI Yacin, M. MARQUES Henrique, Mme HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie, Mme FONTAINE Sabrina, M. SAYADI Walid, Mme GAULIER Danièle, M. THIAM Moustapha, Mme SASU Hancès, M. GARROUT Karim, Mme ALIROL Béatrice, Mme COHEN Rachel, Mme DIMNET Rachel, M. POUDY Franklin, M. CHIRANNE El Arbi, M. Stéphane BANCE, Mme FADLI Hafida, M. OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, Mme BEZACE Mathilde, M. BOLLE-DALLIAH Kristian, M. BOURVEN Julien, M. SOMSOUK Billy, M. DESROCHES Damien, Mme FOURNIER Laura, Mme BOUGUEROUA Hamida, Mme DESPRES Catherine, M. AOUMMIS Hassan, Mme BENKAHLA Malika, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 5 (M. BALIAS Thierry, Mme FOURNIAUD Martine, M. ESSONE MENGUE Terence, M. GUILLAUD-BATAILLE Fabien, M. HUTIN Sébastien).

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n 25 026 est adoptée à la majorité.

MARCHÉS PUBLICS

→ **Approbation de la convention constitutive du groupement de commandes entre la commune de Choisy-le-Roi et le Centre Communal d'Action Sociale pour l'exploitation des installations thermiques des bâtiments communaux et du patrimoine du CCAS**

M. le Maire : On arrive aux marchés publics. C'est une convention de commandes entre notre commune et le Centre d'Action Sociale. Madame Francisot.

Mme FRANCISOT : C'est une délibération classique, il vous est proposé d'approuver la constitution d'un groupement de commandes entre le CCAS et la Ville pour la passation de marchés publics relatifs à l'exploitation et le renouvellement des installations thermiques des bâtiments communaux et du patrimoine du CCAS.

M. le Maire : Merci, Madame Francisot. C'est juste dans le but de faire des économies, cela se faisait avant, nous continuons à le faire. Des interventions ? Non. Des votes contre ? Abstentions ? Très bien, c'est voté à l'unanimité, merci.

Vote de la délibération n 25 027

Ont voté pour : 42

MM. PANETTA Tonino, M. ID ELOUALI Ali, Mme OSTERMEYER Sushma, M. COELHO Vasco, Mme LORES Monique, M. DRUART Frédéric, Mme FRANCISOT Amandine, M. CHALBI Yacin, M. MARQUES Henrique, Mme HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie, Mme FONTAINE Sabrina, M. SAYADI Walid, Mme GAULIER Danièle, M. THIAM Moustapha, Mme SASU Hancès, M. GARROUT Karim, Mme ALIROL Béatrice, Mme COHEN Rachel, Mme DIMNET Rachel, M. POUDY Franklin, M. CHIRANNE El Arbi, M. Stéphane BANCE, Mme FADLI Hafida, M. OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, Mme BEZACE Mathilde, M. BOLLE-DALLIAH Kristian, M. BOURVEN Julien, M. SOMSOUK Billy, M. DESROCHES Damien, Mme FOURNIER Laura, Mme BOUGUEROUA Hamida, Mme DESPRES Catherine, M. AOUMMIS Hassan, M. BALIAS Thierry, Mme FOURNIAUD Martine, M. ESSONE MENGUE Terence, Mme BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, M. HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n 25 027 est adoptée à l'unanimité.

DGST

→ Convention de gestion des espaces extérieurs du quartier des Navigateurs

M. le Maire : Je vais donner la parole à Monsieur Id Elouali qui va nous présenter une convention de gestion des espaces extérieurs du quartier des Navigateurs.

M Id Elouali : Merci, Monsieur le Maire. Chers collègues, comme vous le savez, depuis 2013 la Ville assure l'entretien d'une grande partie des espaces extérieurs du quartier des Navigateurs, via une convention de gestion passée avec Valophis. Ce dispositif a permis à la Ville d'intervenir sur un foncier propriété de Valophis au motif de l'intérêt général.

Considérant d'une part que cette convention est arrivée à échéance, et d'autre part que le contrat de renouvellement urbain prévoit la rétrocession des espaces publics de la ZAC des Navigateurs à la Ville, il s'avère donc nécessaire aujourd'hui de passer une nouvelle convention avec Valophis.

Cette convention vient préciser la répartition des obligations entre la Ville et le bailleur pour ce qui concerne notamment l'éclairage public, les aires de jeux, les espaces verts, ainsi que la propreté urbaine. Je rajoute que la durée de cette convention est d'un an renouvelable 4 fois par renouvellement tacite.

M. le Maire : Merci, Monsieur Id Elouali. Si nous refaisons cette convention des espaces extérieurs du quartier des Navigateurs, c'est pour continuer, aussi, à apporter notre concours à l'association HEP, puisque des bruits ont couru comme quoi la Ville ne donnait plus de subventions ? Ce n'est pas du tout cela, d'abord on n'a jamais donné de subventions, on donne des missions. Il se trouve, et la directrice que j'ai reçue l'a très bien compris, elle le

sait parfaitement, que ce n'est plus la petite association qui a existé un temps, c'est une association qui fait 900 000 de chiffres d'affaires. La convention avec Valophis est tombée en décembre, on ne pouvait pas la renouveler, on ne pouvait pas continuer à donner du travail à HEP, il fallait trouver une solution. Comme au niveau travaux, si l'on voulait le faire en marché, cela représente 80 000 euros, il fallait faire un appel d'offres supérieur parce que c'est supérieur à 40 000 euros. L'association HEP le sait très bien, ils ne peuvent pas répondre par rapport à leur statut.

Nous avons donc signé une nouvelle convention, on va donner des missions à HEP, on leur en donne déjà, notamment à Mouloudji, pour qu'ils puissent continuer leur activité. Ce qui est compliqué, c'est HEP eux-mêmes qui nous l'ont dit, de toute façon nous savons bien, vu le plan NPNRU qu'il y a sur les Navigateurs et ce qui a été démoli, ils n'ont plus la même surface de travail. Ils sont heureux que l'on continue à leur donner du travail, on va continuer à leur en donner.

Il y a quand même un problème, nous avons essayé de comprendre, on peut être attaqué là-dessus, pourquoi la Ville contribue financièrement à nettoyer de l'espace privé, car il s'agit des allées des Navigateurs qui sont considérées comme privées puisque sous l'emprise Valophis. On n'a trouvé aucun document là-dessus, d'où le fait de devoir refaire cette convention. Le service juridique et autres, on a fouillé, on n'a pas trouvé de documents. Donc, on a refait cette convention qui, malgré tout, je vous le dis, est vraiment pour favoriser HEP, parce que la question se pose quand même. On peut leur donner d'autre travail à faire, à HEP, que celui-là, parce que cela incombe à Valophis, mais pour ne pas entrer dans une guerre juridique, on va continuer, on a trouvé. La directrice est très contente. Les gens, qu'ils ne s'inquiètent pas.

Par contre, j'ai demandé quand même, ils font 900 000 euros de chiffre d'affaires, j'ai dit : « combien vous employez de Choisyens ? » Elle a eu du mal à me répondre, elle m'a dit : 2 personnes, peut-être 3. Je leur ai dit : « écoutez, je vais vous soutenir, mais j'aimerais bien que l'on monte, qu'il y ait plus que 2 personnes. » Parce que, quand même, sur 80 000 euros, il pourrait quand même y avoir plus de personnes du quartier des Navigateurs qui soient employées.

On refait cette convention, ils sont contents, on est content, on continue à travailler, on va améliorer au fur et à mesure pour se rapprocher le plus possible du juridique et que rien ne soit attaquant. Cela se termine bien.

M. Id Elouali : Petite précision : disons que cette convention est un préalable au maintien ou à l'ouverture d'un marché auquel HEP peut prétendre. On le dit comme cela. Évidemment que l'on apprécie le travail d'HEP, au-delà de la qualité de travail, on apprécie aussi le maintien de la relation, l'insertion professionnelle, etc. Pour autant, il y a quand même un marché, il y a HEP, mais sans doute d'autres acteurs qui peuvent y concourir.

M. le Maire : Merci, Monsieur Id Elouali. S'il y a des interventions, sinon on procède au vote. Je ne pense pas que cela pose un problème, je n'en vois pas. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité.

Vote de la délibération n 25 028

Ont voté pour : 42

MM. PANETTA Tonino, M. ID ELOUALI Ali, Mme OSTERMEYER Sushma, M. COELHO Vasco, Mme LORES Monique, M. DRUART Frédéric, Mme FRANCISOT Amandine, M. CHALBI Yacin, M. MARQUES Henrique, Mme HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie, Mme FONTAINE Sabrina, M. SAYADI Walid, Mme GAULIER Danièle, M. THIAM

Moustapha, Mme SASU Hancès, M. GARROUT Karim, Mme ALIROL Béatrice, Mme COHEN Rachel, Mme DIMNET Rachel, M. POUDY Franklin, M. CHIRANNE El Arbi, M. Stéphane BANCE, Mme FADLI Hafida, M. OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, Mme BEZACE Mathilde, M. BOLLE-DALLIAH Kristian, M. BOURVEN Julien, M. SOMSOUK Billy, M. DESROCHES Damien, Mme FOURNIER Laura, Mme BOUGUEROUA Hamida, Mme DESPRES Catherine, M. AOUMMIS Hassan, M. BALIAS Thierry, Mme FOURNIAUD Martine, M. ESSONE MENGUE Terence, Mme BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, M. HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n 25 028 est adoptée à l'unanimité.

→ Approbation du protocole transactionnel relatif au Marché N°23 387 conclu avec la société PARENGE

M. le Maire : Je donne la parole à Madame Francisot, qui va nous présenter un protocole transactionnel en rapport avec un marché.

Mme Francisot : Merci, Monsieur le Maire. Il s'agit d'un protocole transactionnel avec la société PARENGE qui porte sur les travaux de réhabilitation du pont Rondou. Il y a un marché qui a été fait, et considérant que lors du déroulement des travaux un certain nombre d'aléas et de modifications de projets ne lui étaient pas imputables, la société a déposé un mémoire en réclamation pour un montant de 83 458 euros. Il y a eu des échanges avec la Ville, et la conclusion du protocole transactionnel conduit la Ville à verser à la société PARENGE, pour ces désordres survenus en cours de chantier, la somme totale de 9 577 euros hors taxe au lieu des 83 458 euros demandés.

M. le Maire : Merci, Madame Francisot. Y a-t-il des interventions. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? Bien, c'est voté à l'unanimité, merci.

Vote de la délibération n 25 029

Ont voté pour : 42

MM. PANETTA Tonino, M. ID ELOUALI Ali, Mme OSTERMEYER Sushma, M. COELHO Vasco, Mme LORES Monique, M. DRUART Frédéric, Mme FRANCISOT Amandine, M. CHALBI Yacin, M. MARQUES Henrique, Mme HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie, Mme FONTAINE Sabrina, M. SAYADI Walid, Mme GAULIER Danièle, M. THIAM Moustapha, Mme SASU Hancès, M. GARROUT Karim, Mme ALIROL Béatrice, Mme COHEN Rachel, Mme DIMNET Rachel, M. POUDY Franklin, M. CHIRANNE El Arbi, M. Stéphane BANCE, Mme FADLI Hafida, M. OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, Mme BEZACE Mathilde, M. BOLLE-DALLIAH Kristian, M. BOURVEN Julien, M. SOMSOUK Billy, M. DESROCHES Damien, Mme FOURNIER Laura, Mme BOUGUEROUA Hamida, Mme DESPRES Catherine, M. AOUMMIS Hassan, M. BALIAS Thierry, Mme FOURNIAUD Martine, M. ESSONE MENGUE Terence, Mme BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, M. HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n 25 029 est adoptée à l'unanimité.

→ Approbation du protocole transactionnel relatif au Marché N°22 201 conclu avec la société FREYSSINET

M. le Maire : Toujours Madame Francisot en piste avec un autre protocole transactionnel, mais avec la société Freyssinet.

Mme Francisot : Tout à fait. C'est à peu près la même chose.

En cours de chantier sur la réhabilitation de la passerelle Pablo Picasso, la société FREYSSINET a présenté des devis pour les travaux supplémentaires qui sont liés à des adaptations techniques liées à la découverte d'une poutre treillis, entraînant des modifications de quantité et des prestations nouvelles pour la réalisation des caillebotis. Ils ont décidé d'arrêter le chantier, c'en est suivi des échanges, ils nous réclamaient au décompte final un montant total de 361 072,52 euros.

Après échanges avec la Ville, et compte tenu de tous les événements, la conclusion du protocole transactionnel a conduit la Ville à verser à la société FREYSSINET la somme totale de 81 243,89 euros hors taxe, au lieu de la réclamation initiale de 115 849,22 en plus de ce qui était engagé sur le marché.

M. le Maire : Merci, Madame Francisot. Y a-t-il des interventions ? Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? Bien, c'est voté à l'unanimité, merci.

Vote de la délibération n 25 030

Ont voté pour : 42

MM. PANETTA Tonino, M. ID ELOUALI Ali, Mme OSTERMEYER Sushma, M. COELHO Vasco, Mme LORES Monique, M. DRUART Frédéric, Mme FRANCISOT Amandine, M. CHALBI Yacin, M. MARQUES Henrique, Mme HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie, Mme FONTAINE Sabrina, M. SAYADI Walid, Mme GAULIER Danièle, M. THIAM Moustapha, Mme SASU Hancès, M. GARROUT Karim, Mme ALIROL Béatrice, Mme COHEN Rachel, Mme DIMNET Rachel, M. POUDY Franklin, M. CHIRANNE El Arbi, M. Stéphane BANCE, Mme FADLI Hafida, M. OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, Mme BEZACE Mathilde, M. BOLLE-DALLIAH Kristian, M. BOURVEN Julien, M. SOMSOUK Billy, M. DESROCHES Damien, Mme FOURNIER Laura, Mme BOUGUEROUA Hamida, Mme DESPRES Catherine, M. AOUMMIS Hassan, M. BALIAS Thierry, Mme FOURNIAUD Martine, M. ESSONE MENGUE Terence, Mme BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, M. HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n 25 030 est adoptée à l'unanimité.

URBANISME

→ Redéfinition du périmètre des abords autour des monuments historiques de la commune de Choisy-le-Roi

M. le Maire : Je vais donner la parole à Monsieur Id Elouali, pour la redéfinition du périmètre des bâtiments historiques.

M. Id Elouali. Merci, Monsieur le Maire. Chers collègues. L'élaboration du PLUi offre l'opportunité de redéfinir le périmètre des abords autour des monuments historiques. Lors de leur inscription ou de leur classement, un rayon de 500 mètres est automatiquement généré. Ce périmètre couvre d'une manière indistincte l'ensemble du territoire situé à moins de ce rayon de 500 mètres du monument.

L'architecte des Bâtiments de France propose de modifier ce périmètre, en créant un périmètre délimité des abords, dit PDA. Ce nouveau périmètre se substituerait donc au rayon de 500 mètres, il cernerait de manière raisonnée, contrairement à la première définition qui cerne d'une manière indistincte. Celle-ci cernerait d'une manière raisonnée la partie du territoire avec le ou les monuments historiques concernés, ou dont la présence participe à leur conservation ou à leur mise en valeur. Il permettrait d'exclure les parties dépourvues d'enjeux patrimoniaux en lien avec le monument. C'est en cela que c'est plus cohérent que le rayon initial de 500 mètres. Dans les PDA, tous les travaux sur immeubles bâtis ou non bâtis protégés au titre des périmètres délimités des abords sont soumis à l'accord de l'ABF, lequel étend sa vigilance sur les abords eux-mêmes, par-delà la conservation ou la mise en valeur des monuments historiques.

Il est donc proposé au Conseil municipal de donner un avis favorable à la proposition de création d'un périmètre délimité des abords, proposé par les ABF, et de solliciter l'établissement public, puisque c'est lui qui a la compétence Urbanisme, pour qu'il engage dans le cadre de la procédure d'élaboration du PLUi l'enquête publique permettant de se prononcer sur les projets de périmètre délimité des abords.

M. le Maire : Merci, Monsieur Id Elouali. Y a-t-il des remarques sur ce sujet ? Je n'en vois pas. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? Bien, c'est voté à l'unanimité, merci.

Vote de la délibération n 25 031

Ont voté pour : 42

MM. PANETTA Tonino, M. ID ELOUALI Ali, Mme OSTERMEYER Sushma, M. COELHO Vasco, Mme LORES Monique, M. DRUART Frédéric, Mme FRANCISOT Amandine, M. CHALBI Yacin, M. MARQUES Henrique, Mme HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie, Mme FONTAINE Sabrina, M. SAYADI Walid, Mme GAULIER Danièle, M. THIAM Moustapha, Mme SASU Hancès, M. GARROUT Karim, Mme ALIROL Béatrice, Mme COHEN Rachel, Mme DIMNET Rachel, M. POUDY Franklin, M. CHIRANNE El Arbi, M. Stéphane BANCE, Mme FADLI Hafida, M. OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, Mme BEZACE Mathilde, M. BOLLE-DALLIAH Kristian, M. BOURVEN Julien, M. SOMSOUK Billy, M. DESROCHES Damien, Mme FOURNIER Laura, Mme BOUGUEROUA Hamida, Mme DESPRES Catherine, M. AOUMMIS Hassan, M. BALIAS Thierry, Mme FOURNIAUD Martine, M. ESSONE MENGUE Terence, Mme BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, M. HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération ° 25 031 est adoptée à l'unanimité.

COMMERCE

→ Fixation des tarifs : Marché de Noël 2025

M. le Maire : Je donne la parole à Monsieur Thiam, qui va nous présenter les tarifs pour notre marché de Noël.

M. Thiam : Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs. Sur cette délibération, vous pouvez voir que sur les marchés, pour l'année à venir, il y aura une augmentation des tarifs, mais vraiment très basse. On est à 120 euros pour les exposants Choisyens, et à 150 euros pour les non Choisyens.

Quand je dis que cela est vraiment très bas par rapport aux autres villes, on va prendre l'exemple de la Ville de Thiais où il n'y a pas de tarifs extérieurs de ville, il n'y a que des tarifs pour tous les commerçants à 204 euros. Il y a donc une différence. La plus grosse hausse est due aux dépenses d'énergie, cette année encore, on va essayer de faire des efforts, car on a eu des retours des commerçants qui souhaitent utiliser plus d'énergie. Comme chaque, on s'emploie à performer pour les éditions suivantes.

Je vous remercie.

M. le Maire : Merci, Monsieur Thiam. Y a-t-il des observations ?

M. Aoummis : On vote favorablement. Monsieur Thiam vient de dire que d'année en année le marché de Noël performe. Très bien. Mais est-ce qu'il est possible d'avoir un bilan du marché précédent ?

M. le Maire : Sur la fréquentation, les commerçants ?

M. Aoummis : Oui.

M. le Maire : Oui, bien sûr, le service Commerce peut.

Mme Desprès : Je pose à chaque fois des questions récurrentes, vous savez. Vous vous étiez engagé à fournir un bilan du marché de Noël de l'année précédente, car il faut un certain temps pour faire le diagnostic. Nous ne l'avons pas eu, ce serait bien de nous le donner.

M. le Maire : Je suis d'accord. Je vais ressaisir le service Commerce pour que vous l'ayez.

M. Guillaud-Bataille : Sans rouvrir un débat entre nous qui a déjà eu lieu ici, toujours pour regretter votre volonté absolue de ne pas accueillir les associations d'aide aux personnes et les associations de solidarité. J'ai pris en compte votre argument, qui était de dire que vous vouliez que ce soit un moment de fête, avec des commerçants, etc. Ma réflexion m'a amenée à me faire, justement, la réflexion que dans la plupart des centres commerciaux de France, et notamment les deux qui nous sont le plus proche, nombre d'associations d'aide aux personnes font les paquets cadeaux en plein dans les allées, à la sortie, aussi bien de Jouet Club que de la Fnac. Cela ne gêne personne et leur permet de participer à cet esprit de Noël.

J'avais une question, sans faire de procès d'intention, mais qui est quelque chose qui m'a troublé lors du dernier marché de Noël pendant que je déambulais. J'ai vu un commerce, en

tout cas qui se désignait comme tel, qui était un magnétiseur. J'entends, c'est certainement une structure commerciale, mais de voir au milieu du marché de Noël une cahute avec quelqu'un qui propose des services de magnétisation, des pierres de je ne sais quoi, etc., j'avoue que cela m'a troublé. Je voulais savoir si vous l'aviez vu et noté. Je n'en ai parlé nulle part, je le dis juste là, je n'irai pas le dire dans les avenues, mais pour le coup, cela m'a troublé, donc je préfère poser la question. Je vous assure qu'il y était, j'ai bien regardé.

M. le Maire : On va vérifier, mais je n'ai pas vu de magnétiseur.

M. Thiam : Ce n'est pas un magnétiseur, il fait de la sophrologie. Cela n'a rien à voir. C'est reconnu. On n'a pas installé un marabout dans le marché de Noël, ne vous inquiétez pas.

Sur la première question, c'est personnel, chacun a son avis sur la question, mais cela reste un marché de Noël. Il y a des exposants qui doivent proposer des produits. Si demain l'on permettait à plusieurs associations de participer, et que cela nous dépassait, cela ne serait plus un marché de Noël. Je pense qu'il y a beaucoup d'événements sur lesquels on permet aux associations d'intervenir, de s'installer, surtout ceux qui ont une idée associative derrière la tête. Je pense que l'on peut être ouvert s'il y a une association qui a un besoin. Par exemple, j'avais noté une école l'année dernière qui avait un besoin de récolter des fonds pour organiser un voyage, je ne pense pas que l'on serait contre le fait qu'ils aient un lieu pour vendre des gâteaux, etc. Pour moi, c'est une question qui peut se discuter et se gérer autrement.

Mme Desprès : J'entends ce qu'a dit votre adjoint, mais je ne partage pas du tout. Je ne vais pas revenir à chaque fois, car je le redis à chaque fois, mais une ville qui est juste à côté de chez nous sur une colline a son marché de Noël, il y a des associations de solidarité. C'est tout.

M. le Maire : Les villes à côté ne dédient pas des journées aux associations, n'ont pas de service Jeunesse, n'ont pas plein de choses que nous avons. C'est aussi pour cela que quelquefois, lors des marchés, il y a des villes qui mettent des associations. On ne va pas refaire ce débat 50 fois. Il y a une journée entière dédiée aux associations, ce que peu de villes font.

Ensuite, le marché de Noël, nous le faisons dans le parc, nous avons beaucoup de demandes, on est limité en places, le maximum c'est 30 chalets, où les mettre ? Cela veut dire que l'on va supprimer, on peut en discuter avec les Choisyens, des chalets au profit des Choisyens qui voient des choses qu'ils ne voient pas habituellement.

Vous savez, je fonctionne à la satisfaction de l'habitant, et les habitants sont satisfaits. Ils sont satisfaits aussi lorsque l'on va voir les associations. Pour certaines associations, au-delà de cette journée qui leur est dédiée, c'est toute l'année que l'on met en avant des associations sur divers sujets. Elles sont constamment, tout au long de l'année, mises en valeur.

Je vous invite samedi à vous rendre à la médiathèque où ce sera la première journée consacrée au handicap. On ne fait rien, mais c'est une première. Le handicap est plus que pris en compte. On a aussi maintenant un référent handicap, c'est quelque chose d'important qui est très difficile à organiser pour une ville. Nous le faisons, nous travaillons avec des associations.

Je voulais vous lire une lettre qui m'a fait chaud au cœur et qui vous concerne aussi, car on a tous voté cette disposition à l'unanimité : ce sont les infirmières et le médecin de l'hôpital avec qui nous travaillons et qui nous envoient des personnes handicapées pour faire de la danse. Ils nous remercient chaudement, nous tous, c'est adressé au maire, mais cela

concerne le Conseil municipal, les 12 personnes qu'ils nous ont envoyées étaient enchantées, eux-mêmes sont enchantés, et ils ont dit que peu de villes font cela.

Les associations, que ce soit à but culturel, médical, d'aide à la personne, sportive, on les met en scène au-delà de cette journée toute l'année. C'est un choix que nous assumons, aussi parce que l'on est limité, on a beaucoup de demandes, on refuse au moins 20 demandes chaque année. On vous fera le bilan.

Mme Benkhala : Concernant les associations à vocation sociale, il y a aussi des partenariats organisés avec différents services, je pense aux centres sociaux, au CCAS, où il y a des partenariats privilégiés en plus du forum, il y a un vrai travail de lien avec les associations.

Pour ce qui est du bilan, il y a un bilan fait par les services, comme tous les événements. Il suffit d'adresser un mail à l'adjoint en charge de ces questions, Karim Garrout, qui fera le nécessaire.

M. le Maire : Bien sûr. Nous aidons les associations et sommes toujours réceptifs à leurs demandes, on le prouve dans le budget d'ailleurs. Il y a des villes, on ne va pas rentrer dans ce débat, j'ai des noms, qui ne sont pas de notre bord et qui ont coupé court dans les associations. Je peux les citer, vous pourrez vérifier.

Nous avons maintenu, j'espère que l'on pourra le faire encore si l'on nous en donne le loisir, les Choisyennes et Choisyens décideront, lors d'un prochain budget de pouvoir maintenir toutes ces actions que nous faisons, qui sont loin d'être anodines, et qui sont nombreuses. C'est notre volonté. Comme la dernière en date, la Maison des Femmes qui a été plébiscitée, d'ailleurs le visiteur de Marseille, je ne sais pas par où il est arrivé ou s'il a lu une revue, mais il m'a dit : « Il y a une maison des femmes à Choisy-le-Roi ». Vous voyez quand même, heureusement qu'il y a des gens qui voient ce que nous faisons. On va passer au vote.

Cela s'est un peu échauffé par moment, ce n'était pas le but, le but n'est pas de vexer qui que ce soit, quelquefois on peut répondre à des attaques. Tous les conseils municipaux ces derniers mois se sont bien passés, c'est peut-être le dernier budget à voter sur cette mandature, en tous les cas c'est bien plus agréable quand les choses sont calmes.

Pour autant, je réaffirme que tout ce que nous disons est factuel, vérifiable, tout est à votre disposition, pour les élus ou pour les Choisyennes et Choisyens. Ce qui est annoncé dans ce budget sera fait et commence déjà à être mis en œuvre. Si vous voulez faire une visite sur le lieu où sera construit le prochain collège, on vous emmène, si vous voulez travailler avec nous on vous emmène, si vous voulez que l'on vous montre les esquisses des architectes qui commencent à nous présenter, on peut vous emmener, si vous voulez nous aider à trouver le budget pour la piscine et le gymnase, vous êtes les bienvenus, parce que nous travaillons d'ores et déjà dessus, et pas plus tard que demain ou vendredi matin, nous avons une réunion pour les budgets et les réunions techniques pour la piscine et le gymnase. D'ailleurs, on peut vous en parler en commission.

Un petit mot sur les commissions quand même, là où cela débat, là où l'on peut prendre en compte des suggestions, ce serait bien que ces commissions, il y ait des personnes, en passant. Comme c'est la fin, je voulais dire cela.

On est revenu au calme, c'est très bien. De toute façon, cette discussion continuera sur l'année, nous on va continuer à travailler parce qu'on travaille, on n'a que cela à faire, travailler.

M. Guillaud-Bataille : Je ne souhaitais pas qu'on y revienne, mais puisque vous y revenez, on va y revenir. Je vais poser une question, puisque vous avez décidé de choisir ce moment pour nous expliquer que vous vouliez nous faire visiter le site. Le centre de loisirs des Gondoles, je vois à peu près où il est et à quoi il ressemble, car j'y vais assez régulièrement pour des raisons personnelles. Ce qui m'amène d'ailleurs une question, Monsieur le Maire : est-ce que vous avez informé la communauté éducative, les enseignants et les parents d'élèves, que vous aviez décidé que ce centre de loisirs allait fermer pour réaliser un collège ? C'est une bonne question, donc j'en profite pour vous la poser. Je suis certain que vous avez prévu d'avertir. Effectivement, cela a déclenché beaucoup de débats, c'est certainement une des raisons qui a permis votre victoire en 2020, mais au moins il y avait eu un débat sur le choix de la Calypso.

M. le Maire : Cela a été annoncé, je n'ai reçu aucune demande, aucune protestation, pas une lettre, et je peux vous dire que l'on en reçoit.

M. Guillaud-Bataille : Annoncé où ?

M. le Maire : Dans le journal de la Ville, dans les réunions publiques. Je vous rappelle que l'on a quatre réunions de quartier : Gondoles Nord, Gondoles Sud, Choisy Nord, Choisy sud, auxquelles je participe, auxquelles la question m'a été posée, auxquelles j'ai répondu explicitement, auxquelles j'ai indiqué où se construirait ce collège. Maintenant, s'il y a des gens qui veulent m'écrire ou demander une réunion ou des explications. On m'informe d'ailleurs qu'il y a une réunion publique qui est prévue fin mai ou début juin sur ce sujet précis, où l'on va le présenter.

M. Guillaud-Bataille : Je trouve que vous auriez pu, au-delà des annonces générales, informer les écoles qui sont concernées, puisque c'est le centre de loisirs où vont les enfants de ces écoles, les informer lors d'un conseil d'école, etc. C'est tout ce que je souhaitais.

M. le Maire : Je ne vois pas quelle critique on pourrait avoir, puisque l'on va rapprocher les enfants par rapport aux écoles. Il y a une réunion publique où ils pourront s'exprimer. Il faut bien que l'on choisisse d'avoir un lieu et qu'on fasse une réunion publique pour tout présenter. On ne va pas faire une réunion publique si l'on n'a pas de lieu.

M. Guillaud-Bataille : Vous avez raison, tout est bien, vous avez tout bien fait. J'arrête.

M. le Maire : Vous insistez, Monsieur Guillaud-Bataille. J'espérais quand même qu'à un moment, vous puissiez quand même vous comporter raisonnablement. Il suffit que je vous dise que je suis prêt à les recevoir, à les entendre. On réfléchit, vous savez, avant de faire des choses. On se dit que c'est un bon endroit, parce que justement il y a du trajet à faire pour les enfants pour aller à ce centre de loisirs donc ils seront rapprochés. Maintenant, si cela dépend... mais il n'y a pas d'écoles. Les écoles sont en retrait. Si on les ramène à la Calypso, ils sont tous plus près ceux qui vont là-haut, tous. Toutes les écoles élémentaires Gondoles Sud sont toutes plus près, c'est tout ce que je dis. Maintenant, si des parents disent le contraire, on les entendra, on a une réunion publique qui est prévue. À un moment, il faut bien agir.

Il faut voter quand même, parce que je crois que l'on n'avait pas voté sur les tarifs du marché de Noël. Qui est contre ? Abstentions ? Unanimité, merci. C'est vrai qu'ils sont bas, nos tarifs, mais bon.

Vote de la délibération n 25 032

Ont voté pour : 42

MM. PANETTA Tonino, M. ID ELOUALI Ali, Mme OSTERMEYER Sushma, M. COELHO Vasco, Mme LORES Monique, M. DRUART Frédéric, Mme FRANCISOT Amandine, M. CHALBI Yacin, M. MARQUES Henrique, Mme HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie, Mme FONTAINE Sabrina, M. SAYADI Walid, Mme GAULIER Danièle, M. THIAM Moustapha, Mme SASU Hancès, M. GARROUT Karim, Mme ALIROL Béatrice, Mme COHEN Rachel, Mme DIMNET Rachel, M. POUDY Franklin, M. CHIRANNE El Arbi, M. Stéphane BANCE, Mme FADLI Hafida, M. OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, Mme BEZACE Mathilde, M. BOLLE-DALLIAH Kristian, M. BOURVEN Julien, M. SOMSOUK Billy, M. DESROCHES Damien, Mme FOURNIER Laura, Mme BOUGUEROUA Hamida, Mme DESPRES Catherine, M. AOUMMIS Hassan, M. BALIAS Thierry, Mme FOURNIAUD Martine, M. ESSONE MENGUE Terence, Mme BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, M. HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n 25 032 est adoptée à l'unanimité.

COMMUNICATION

→ Approbation d'un contrat de co-édition avec l'association Amis de la Fondation pour la Mémoire de Déportation (AFMD) 94

M. le Maire : Le point suivant, voilà quelque chose qui me tient à cœur. Je suppose qu'il nous tient tous à cœur. J'ai été sollicité par l'association, vous connaissez tous la délégation du Val-de-Marne des Amis de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation, animée actuellement par Monsieur Ziegelmeyer et un autre Monsieur. Ils m'ont sollicité pour faire une mise à jour d'un livre qui avait déjà été édité il y a quelques années, qui rendait hommage, et surtout qui indiquait les déportés Choisyens dans les camps. Bien sûr, j'ai donné mon accord.

Vous avez sur la table, cela vous a été remis sur la table parce qu'on l'a terminé il n'y a pas longtemps, une convention pour l'édition et la mise à disposition de ce livre, les modalités qu'il nous faut voter pour que l'on puisse donner un bon à tirer, imprimer ce livre, et qu'il soit distribué à la population. Si vous avez le temps de regarder.

Avez-vous des interventions sur ce point ? Il n'y a pas d'interventions, on va procéder au vote. Qui est contre ? Abstentions ? Bien, c'est voté à l'unanimité, je vous en remercie.

Vote de la délibération n 25 033

Ont voté pour : 42

MM. PANETTA Tonino, M. ID ELOUALI Ali, Mme OSTERMEYER Sushma, M. COELHO Vasco, Mme LORES Monique, M. DRUART Frédéric, Mme FRANCISOT Amandine, M. CHALBI Yacin, M. MARQUES Henrique, Mme HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie, Mme FONTAINE Sabrina, M. SAYADI Walid, Mme GAULIER Danièle, M. THIAM Moustapha, Mme SASU Hancès, M. GARROUT Karim, Mme ALIROL Béatrice, Mme COHEN Rachel, Mme DIMNET Rachel, M. POUDY Franklin, M. CHIRANNE El Arbi, M. Stéphane BANCE, Mme FADLI Hafida, M. OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, Mme BEZACE Mathilde, M. BOLLE-DALLIAH Kristian, M. BOURVEN Julien, M. SOMSOUK Billy, M. DESROCHES Damien, Mme FOURNIER Laura, Mme BOUGUEROUA Hamida,

Mme DESPRES Catherine, M. AOUMMIS Hassan, M. BALIAS Thierry, Mme FOURNIAUD Martine, M. ESSONE MENGUE Terence, Mme BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, M. HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n 25 033 est adoptée à l'unanimité.

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

→ **Compte rendu des décisions L-2122-22 du Code général des collectivités territoriales**

M. le Maire : Le fameux compte rendu des décisions L-2122-22. Y a-t-il des questions sur ce point ? Y a-t-il des remarques ? Je n'en vois pas, très bien, c'est une prise d'acte.

*Délibération 25 034 **PREND ACTE***

M. le Maire : Nous en avons fini avec ce Conseil, merci à vous. Le prochain Conseil sera le 14 mai. Merci à vous, très bonne soirée, à bientôt, on va continuer à bosser.

La séance est levée à 21 h 48.